

***l'Anti*capitaliste**

n°347 | 28 juillet 2016 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

CONTRE L'ÉTAT D'URGENCE ET LA LOI TRAVAIL

***Reprenons
des forces pour
une rentrée
de luttes!***



Dossier

**SPORT: IDÉOLOGIE,
SPECTACLE ET
MARCHANDISATION**

Pages 5 à 8

ÉDITO

Surenchères guerrières
Page 2

PREMIER PLAN

**Turquie: après la tentative
putschiste, état d'urgence
et union nationale**
Page 2



ACTU SOCIALE

**Travailleurs détachés:
aller jusqu'au bout,
supprimer le dispositif**
Page 10

EN CAMPAGNE

Entretien avec Philippe Poutou
Page 12



édito

Par JACQUES BABEL

Surenchères guerrières

On dit que l'histoire est pleine d'enseignements. Mais selon que l'on est « d'en haut » ou « d'en bas », quel sens leur donne-t-on ? Ainsi, nos gouvernants de droite ou de gauche ne peuvent ignorer que les interventions armées dans les pays portant les stigmates de la colonisation, menées au nom de la « lutte contre le terrorisme », de la « stabilisation » ou de la « restauration démocratique », ont toutes les chances d'aboutir à l'effet inverse... L'Afghanistan ou l'Irak en sont des exemples récents marquants. Pourtant, à la sortie du Conseil de défense vendredi 22 juillet, le président déclarait : « J'ai pris la décision, dans le cadre de la coalition anti-Daesh, de mettre à la disposition des forces irakiennes des moyens d'artillerie. Ils seront sur place le mois prochain. (...) Le porte-avions Charles-de-Gaulle sera déployé fin septembre dans la région pour intensifier les frappes en Syrie et en Irak avec nos avions Rafale. » Mais « Il n'y aura pas de troupes françaises au sol. » Un attentat organisé par un individu en France vaudrait donc une riposte militaire de plus au Moyen-Orient ou en Afrique ? Des pays ravagés par le néolibéralisme, le népotisme et les dictatures sont l'objet d'opérations guerrières approfondissant de fait la catastrophe, avec des « dégâts collatéraux » qui ne font qu'amplifier la rage des populations locales. Entre 60 et 200 civils tués lundi 18 juillet par un bombardement aérien dans le village syrien de Touhar, près de Minbej, qui subit depuis deux mois un feu roulant contre Daesh, mais où la population civile est piégée... Au moins 1500 civils tués par des bombardements de la coalition menée par les USA en Irak et Syrie depuis 2014, selon l'ONG Airwars, cela pendant que des pouvoirs locaux honnis sont, eux, protégés. Le lendemain des nouvelles annonces de Hollande, des manifestations commençaient en Libye contre la présence de soldats français dans le pays, présence illustrée par la mort de trois sous-officiers... venus prêter main forte à un général local ne reconnaissant pas le gouvernement de compromis pourtant soutenu par les autorités françaises ! Absurde ? Non, pousser les populations les unes contre les autres, exacerber les tensions et les divisions, c'est toujours la logique des puissants quand ils sont contestés !

À la Une

Reprenons des forces Pour une rentrée de luttes !

En ce mois de juillet, le gouvernement n'a pas chômé contre nos acquis sociaux et nos libertés. Prolongation jusqu'en 2017 et durcissement de l'état d'urgence, mais aussi adoption de la loi travail via le 49.3. La rentrée doit être chaude !

La prolongation de six mois de l'état d'urgence votée par l'Assemblée nationale le 21 juillet dernier, a été l'occasion d'une surenchère démagogique et sécuritaire de la part du gouvernement et des éluEs Républicains.

En guerre ?

Pourtant quelques heures avant l'attentat de Nice, Hollande avait annoncé la fin de l'état d'urgence, expliquant « On ne peut pas prolonger l'état d'urgence éternellement. Cela n'aurait aucun sens. Cela voudrait dire que nous ne serions plus une République avec un droit qui pourrait s'appliquer en toutes circonstances... ».

Mais dans les heures qui ont suivi le massacre, Hollande et Valls, sous pression de la droite et de l'extrême droite, se sont vite repliés sur leur vocabulaire martial et ont martelé que « la guerre sera longue », que « cette guerre contre le terrorisme et l'obscurantisme (...), nous la gagnerons ». Comme toujours, la droite en rajoute et ses éluEs se sont lâchés. C'est le cas de Christian Jacob : « Cette guerre est une guerre à mort qui nécessite de prendre des mesures radicales et non de baisser la garde » ou d'Éric Ciotti affirmant qu'« il n'y a pas de mesure d'exception quand il s'agit de défendre notre pays et nos enfants » et qu'« il faut qu'on sorte du cadre juridique qui nous empêche de nous défendre ».

C'est dans ce contexte que le gouvernement a aussi immédiatement annoncé l'intensification des bombardements en Syrie et en Irak, ce qui n'empêchera aucun nouvel attentat, bien au contraire... Dans le même ordre d'idées, le gouvernement veut mobiliser les réservistes de la police et de la



gendarmerie, Cazeneuve n'hésitant pas à reprendre les termes de la droite et de l'extrême droite en invitant « tous les Français patriotes qui le souhaitent » à les rejoindre, remettant ainsi au cœur des débats une idée phare du FN avec la création d'une « garde nationale ».

L'état d'exception permanent

C'est dans ce contexte qu'a été prorogé l'état d'urgence, aggravé par des dispositions toujours plus arbitraires. En effet, le texte voté prévoit la reprise des perquisitions administratives, réintroduit les saisies administratives de données informatiques, et permet la retenue des enfants pendant quatre heures sur le lieu d'une perquisition. Il introduit également des mesures relevant davantage de la lutte antiterroriste. Le projet de loi valide, par exemple, la vidéosurveillance 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 dans les cellules de prison des personnes poursuivies pour terrorisme. Il rend

automatique l'expulsion soit définitive, soit pour dix ans, d'un étranger condamné pour terrorisme. Les personnes condamnées pour ce motif seront notamment exclues du régime de la semi-liberté. Certaines peines de prison ont été renforcées. La durée de détention provisoire pour les mineurs mis en examen pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste a été allongée. Le port d'arme pour les policiers municipaux est facilité. Le régime encadrant les écoutes administratives est assoupli. Les services de renseignement pourront surveiller en temps réel, sur les réseaux des opérateurs, les personnes en lien avec des individus présentant une menace, et non plus seulement ces derniers...

Ces mesures, aussi démagogiques que sécuritaires, n'empêcheront rien les attentats. Elles ne servent qu'à concurrencer la droite et le FN sur leur propre terrain. En se

posant en véritable chef de guerre, Hollande, à quelques mois de la présidentielle, espère regagner un peu de popularité. Il y a pourtant peu de chances que cela arrive tant il est discrédité.

Nous n'avons pas dit notre dernier mot !

La veille de la prorogation de l'état d'urgence, le gouvernement a fait définitivement adopter la loi travail. En l'absence de majorité pour faire voter le texte à l'Assemblée nationale, Valls a une nouvelle fois utilisé le 49.3 et annonce des décrets d'application rapides pour mettre en œuvre une réforme qui continue d'être majoritairement

rejetée, selon un récent sondage. Mais les passages en force, la répression du mouvement social, les interdictions de manifestations, la campagne antisyndicale, en particulier contre la CGT, ne seront pas oubliés de sitôt. Après quatre mois de mobilisation, l'intersyndicale qui appelle à une nouvelle journée de grève et de manifestation le jeudi 15 septembre prochain reste en phase avec l'opinion puisque 55 % des Français sont même favorable à une poursuite de la mobilisation à la rentrée. Car les salariéEs ne sont pas dupes. Ils savent que cette loi ne créera pas d'emplois mais sera l'occasion pour le patronat d'essayer d'augmenter le temps de travail, de baisser les salaires, et de flexibiliser et de précariser toujours plus. La loi travail est peut-être adoptée, mais l'exécutif n'a pas gagné. Nous n'avons pas dit notre dernier mot. Vivement la rentrée !

Sandra Demarcq

BIEN DIT

Qualifier l'attentat terroriste d'« acte de guerre », c'est vouloir souder la population contre un ennemi commun, en créant une cohésion cristallisée autour d'une valeur négative. En principe, ce mécanisme est susceptible à la fois de gommer momentanément les divergences qui affectent l'ensemble ainsi constitué, et de rejaillir positivement sur les dirigeants. (...) Se dire en état de guerre quand on parle d'attaques terroristes n'est donc pas une description neutre, témoignant d'un changement radical du visage des conflits armés, puisqu'elle sert aussi à justifier, légitimer et discréditer.

Extrait de la tribune d'IRÈNE HERRMAN, « Après l'attaque de Nice, l'usage idéologique du lexique militaire », publiée sur *Libération.fr* le lundi 25 juillet.

TURQUIE

Après la tentative putschiste, état d'urgence et union nationale

C'est par l'instauration de l'état d'urgence qu'Erdogan et le Conseil de sécurité nationale ont répondu à la sanglante tentative de coup d'État qui avait eu lieu dans la nuit du 15 juillet.

Limité – pour l'instant – à une période de 3 mois, l'état d'urgence permet au gouvernement, entre autres, de prolonger la durée des gardes à vue jusqu'à trente jours, de déclarer des couvre-feux, d'interdire les rassemblements publics et d'édicter des « décrets à force législative ». Toutefois, si l'état d'urgence ne comprend pas la torture, celle-ci est déjà en vigueur, comme l'atteste les photos de militaires putschistes détenus diffusées avec fierté par l'agence de presse d'État...

Des purges et arrestations à la restructuration de l'État

Si l'on se fie aux chiffres officiels concernant les arrestations et les purges, le niveau d'infiltration de la confrérie de Fetullah Gülen (dont la responsabilité dans le coup d'État est désormais dévoilée par des témoignages) dans l'appareil d'État est stupéfiant. Il semblerait que les aides de camp d'Erdogan, ainsi que ceux du chef de l'état-major, soient dans le coup. Et l'aveu d'Erdogan selon lequel il n'avait pu joindre ni le chef des renseignements (qu'il

appelait auparavant sa « boîte à secret ») ni le chef de l'état-major dans la nuit du coup d'État, ainsi que le fait que ces derniers aient pris connaissance de la tentative à 16 heures alors qu'Erdogan lui-même l'a appris quatre heures plus tard et par d'autres sources, indiquent que la conspiration est peut-être plus profonde qu'il ne le semble. Même si l'on peut douter que ces arrestations et purges soient toutes fondées, les chiffres indiquent surtout l'ampleur de la restructuration de l'État qu'Erdogan va tenter de

réaliser. En l'espace de dix jours, 46 000 personnes travaillant dans la bureaucratie, le corps judiciaire, l'armée, la police, les médias publics, les universités, l'éducation nationale, ont été démisés de leurs fonctions... Selon les chiffres officiels, 13 000 personnes ont été mises en garde à vue (dont 8 000 militaires et 1 500 policiers). Parmi les 5 863 arrestations, 123 concernent des généraux, 282 des policiers gradés, et 1 559 des juges et procureurs. 1 200 soldats, qui auraient été instrumentalisés par les putschistes, ont été relâchés. Dans le cadre de l'état d'urgence, 35 établissements de santé, 1 043 écoles privées, 1 229 fondations, 19 syndicats et confédérations, ainsi que 15 universités liées à Gülen ont été dissous. Et le Premier ministre Yildirim a récemment annoncé la dissolution de la garde présidentielle, dont 283 membres ont déjà été arrêtés.

Un monde à changer

GUERRES, MIGRATIONS : EN FINIR AVEC CETTE BARBARIE!

Anne Hidalgo est une édile socialiste heureuse, pas peu fière de sa politique humanitaire et généreuse envers les migrantEs. Après avoir vendredi 22 juillet mené sa 26^e opération en un an (!) de « mise à l'abri », elle vient de rendre officielle la construction d'un « camp humanitaire » pour les réfugiéEs dans le 18^e arrondissement de Paris qui sera prêt pour septembre. M'enfin, « l'humanitaire » a ses limites, et il ne faudrait tout de même pas encourager ces étrangers à s'attarder trop longtemps sur le territoire français... Donc la durée d'hébergement dans ce centre ne pourra excéder 3 ou 4 jours, le temps de se reposer, accomplir l'ensemble des démarches nécessaires pour éventuellement « profiter » du droit d'asile.

Jean-Yves Le Drian est un ministre socialiste heureux et fier de l'engagement de ses troupes au sein de la coalition

internationale qui anéantira c'est sûr Daesh en Irak et en Syrie. Certes, les bavures existent, mais qui pourrait par exemple lui reprocher celle commise le 18 juillet dernier à Touhar, près de Minbej, dans le nord de la Syrie? Sûrement pas la rédaction de TF1 qui n'en a pas parlé, ni même celle de France 2 qui en a fait un mini-sujet expédié en 1 minute 15... Il est vrai que c'est un peu lassant, toutes ces scènes de violence si éloignées de notre réalité... Qu'on nous laisse pleurer nos morts... en paix! Bon, les côtes méditerranéennes rejettent bien quelques cadavres de réfugiéEs fuyant les zones de combat, mais ses plages demeurent agréables. Et les dirigeantEs de l'Union européenne sont eux aussi heureux et rassurés: Erdogan a su déjouer le putsch militaire visant à le renverser, et la Turquie continuera à honorer ses « engagements » vis-à-vis des réfugiéEs.

GARDE NATIONALE, RÉSERVISTES... Aux armes, citoyens?

Le 20 juillet dernier, en déplacement au centre d'entraînement des forces de gendarmerie de Saint-Astier, François Hollande annonçait la reconstitution de la garde nationale. Fondée pendant la révolution de 1789, dissoute en 1871, en représailles de son rôle dans l'organisation et la défense de la Commune de Paris, elle est donc aujourd'hui recréée « pour assurer la protection des Français »...

Dans le cadre du dispositif sécuritaire, avec le vote d'un état d'urgence prolongé et renforcé ainsi que l'accentuation de la guerre en Syrie et en Irak, cette décision n'est pas anodine. L'unité nationale des politiques ayant cette fois explosé, le chef de l'État fait appel aux Français « patriotes » pour assurer notre protection, ce qui signifie s'engager dans la militarisation de toute la société: nos espaces mais aussi nos esprits.



Hollande et son nouveau gouvernement... DR

Plus d'armes en circulation

D'abord il renforce les contingents de réservistes. La réserve citoyenne est composée de civils et de militaires en retraite chargés de l'enrôlement des jeunes et de la communication militaire. La formation dure 5 jours. Quant à la réserve opérationnelle, elle remplit les mêmes missions que l'armée et la police dans les opérations militaires extérieures et dans le maintien de l'ordre sur le territoire. Participer à cette réserve est obligatoire pour les militaires (armées et gendarmerie) pendant les 5 premières années de leur retraite. Ils seraient autour

de 120 000 mobilisables à tout moment. Une réserve opérationnelle également ouverte à « toute personne française âgée d'au moins 17 ans et possédant de bonnes aptitudes physiques » (site du ministère de la Défense). La limite d'âge pour y entrer vient d'être portée de 30 à 40 ans. La formation initiale est de 13 jours, le temps d'apprendre « à marcher aux pas et à se servir de différents types d'armes » (dixit le site précédemment nommé...). Les volontaires civils signent un contrat d'engagement pour une durée de un à cinq ans et ont par

ailleurs une activité étudiante ou professionnelle. Cet été, ils vont renforcer l'opération Sentinelle, agir dans le cadre du plan vigipirate et dans la surveillance des activités estivales. Ils pourront participer à la prévention et à la gestion des troubles à l'ordre public, notamment dans les quartiers populaires. L'objectif de François Hollande est de mobiliser 40 000 réservistes volontaires avant la fin de l'année et de constituer une garde nationale, composée de 201 000 militaires et volontaires civils, avant les présidentielles.

Résister à la militarisation

Plus ce gouvernement perd de sa légitimité politique dans la population, plus il tente de renforcer un pouvoir militaire! Au-delà, l'État se concentre aujourd'hui sur sa vraie nature: une bande d'hommes (et de femmes) armés! Que celle-ci soit plus nombreuse, c'est plus de dangers, en termes d'erreurs, de dérapages, de violences éventuelles contre nous tous, sans que cela ne dissuade du passage à l'acte d'éventuels tueurs terroristes. Au contraire, la menace d'un engrenage sans fin est bien réelle. Non le tout-sécuritaire n'est définitivement pas la solution.

Avec de telles décisions, la division de la population entre les bons patriotes français engagés et tous les autres – habitantEs des quartiers populaires, étrangerEs, militantEs – peut s'accroître, division accompagnée comme toujours de propos et de violences racistes. Nous ne nous résignons pas à la militarisation de nos vies. Notre meilleure sécurité, ce sont nos libertés, nos droits, nos projets communs, et les luttes pour les imposer, touTEs ensemble!

Roseline Vachetta

Contre la tentative de coup d'État et la «dictature» d'Erdogan

En prenant conscience de l'insécurité dans lequel se trouve son régime, Erdogan, parallèlement à la vague d'opération anti-güleniste, baisse la tension face à ses opposants politiques, le CHP républicain-laïciste et le MHP d'extrême droite – excluant bien entendu le HDP –, dans le cadre d'une « union nationale » anti-putschiste. Cette politique d'union nationale vise à restreindre les champs de bataille dans lesquels s'était engagé Erdogan (en misant sur une politique de polarisation et de conflit), dans le contexte d'une fragilisation de l'État, en tenant bien sûr compte du fait qu'il aura besoin des cadres républicains-kémalistes et de ceux du MHP pour combler le vide après le limogeage des gülenistes. Ainsi, les militaires inculpés et condamnés pour tentatives de coup

d'État lors des procès de 2007-2010, procès orchestrés à l'époque par la police et les juges et procureurs gülenistes en alliance avec l'AKP, sont déjà rappelés en mission pour prendre la place des officiers gülenistes...

Dans le cadre de cet apaisement des tensions entre Erdogan et l'opposition, le CHP a pris l'initiative d'appeler le dimanche 24 juillet à un rassemblement de tous les partis sur la place Taksim – place interdite aux manifestations depuis Gezi mais ouverte aux rassemblements pro-Erdogan depuis le 15 juillet – « pour la démocratie et la République ». Diverses confédérations et syndicats, unions professionnelles, mouvements sociaux et groupes d'extrême gauche (dont Yeniyol, la section turque de la Quatrième internationale) ont saisi l'occasion pour ressortir dans la rue. Après



Dimanche 24 juillet, retour sur la place Taksim. Et après? DR

des mois de répressions policière, il s'agissait d'exprimer l'opposition à la tentative de coup d'État, mais aussi à l'état d'urgence et à la «dictature» d'Erdogan, une soif de

démocratie et de laïcité, en faisant retentir trois ans plus tard le slogan de Gezi, « Partout c'est Taksim, Partout c'est la résistance! ». À suivre...
D'Istanbul, Uraz Aydin

Le chiffre 25

C'est, en euros, le coût de la consultation que les principaux syndicats de médecins souhaitent obtenir: une augmentation de 23 à 25 euros en une seule fois et pour 2017. L'assurance maladie dit (pour l'instant) non... mais pour proposer la même augmentation en deux fois! Et à votre avis, qui va payer au final?



Agenda

8^e université d'été du NPA
du MARDI 23 AOÛT
au VENDREDI 26 AOÛT

Dans le village vacances de Rives des Corbières à Port-Leucate, près de Perpignan
Accueil à partir du lundi 22 après-midi, départ le samedi 27 après le petit déjeuner

NPA
Nouvel Parti Anticapitaliste
Programme de publication, redistribution de L'Anticapitaliste: www.lanticapitaliste.com

L'Anticapitaliste

suspend sa parution durant le mois d'août.

Rendez-vous le
jeudi 1^{er} septembre.

NO COMMENT

Un prêtre égorgé, la France aux racines chrétiennes attaquée, encore! Arrêtons la naïveté, ils veulent détruire notre civilisation.

La candidate à la primaire de la droite
NADINE MORANO, sur Twitter mardi 26 juillet.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoiimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®



Patrons militants de leurs profits... DR

CICE Quand on aime les patrons, on ne compte pas

« Un scandale d'État ? » titre le quotidien économique en ligne la Tribune à propos du CICE. C'est dire qu'il y a matière à vraiment s'interroger sur une politique qui a fait pleuvoir les milliards sur les entreprises.

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a été mis en place en janvier 2013 après le rapport sur la compétitivité produit par Louis Gallois. Depuis, ça a été le silence radio du côté gouvernemental sur son impact. Pourtant les milliards pleuvent : de 11,3 milliards d'euros à près de 20 milliards d'euros en 2015. Le montant des sommes récupérables par les entreprises pour 2013, 2014 et 2015 s'élève à 48 milliards d'euros qui viennent s'ajouter aux dizaines de milliards d'aides déjà accordées aux entreprises : compensation aux 35 heures, crédit impôt recherche, allègements multiples...

Open bar pour les patrons

Le crédit d'impôt auquel a droit chaque entreprise est fondé sur la masse des salaires inférieurs à 2,5 SMIC. D'après la loi, les entreprises doivent utiliser le CICE pour investir, embaucher ou conquérir de nouveaux marchés. Néanmoins, les instructions transmises du ministère de l'Économie à l'administration fiscale en juillet 2013 stipulent que l'utilisation du CICE ne sera pas contrôlée par l'administration fiscale. Les entreprises ont donc en fait les mains libres pour faire ce qu'elles veulent.

En mars 2016, l'émission Spécial Investigation sur Canal plus portait notamment sur le CICE et analyse l'exemple de Radiall, l'entreprise du patron du Medef, Pierre Gattaz. Celle-ci a empoché plusieurs millions d'euros du CICE mais sans créer aucun emploi. Sur le commerce extérieur, non plus, les effets ne sont pas probants, d'autant plus que le dispositif concerne en fait surtout des emplois non directement soumis à la concurrence étrangère : ainsi La Poste a largement bénéficié du CICE... ce qui ne l'empêche pas de supprimer des emplois. Plusieurs années après la mise en œuvre de la mesure, il n'existe toujours aucune évaluation officielle en dehors de déclarations triomphalistes du gouvernement. Un rapport d'une commission du Sénat rédigé par Marie-France Beaufils, sénatrice communiste, et publié mardi 20 juillet, revient sur le dossier.

Un cadeau sans contrepartie

Il rappelle d'abord que le CICE, qui devait permettre de favoriser le redressement de la compétitivité de l'industrie française a largement raté sa cible : le secteur manufacturier capte seulement 19,4 % du crédit en 2014 contre 19,2 % pour le commerce. Reprenant des estimations produites par un organisme d'étude, le rapport du Sénat estime que le crédit d'impôt a permis de maintenir 125 000 emplois. C'est cher de l'emploi maintenant : 160 000 euros par emploi pour 20 milliards par an. Un calcul simple montre que, pour un coût équivalent, des embauches directes auraient permis de créer environ 3 fois plus d'emplois.

Par ailleurs, d'après le rapport, le CICE a permis la survie d'entreprises ayant des difficultés de trésorerie, notamment de PME pressurées par leurs gros clients et ne pouvant obtenir de crédit des banques.

Au total, les dirigeants des entreprises ont fait ce qu'ils voulaient de cette rentrée financière supplémentaire. Quant aux dispositions selon lesquelles « L'entreprise a une obligation de transparence par rapport à l'utilisation du CICE, vis-à-vis des partenaires sociaux », inutile de dire que ça a été du vent. En un mot, le CICE a seulement contribué à la restauration des profits, dont en système capitaliste, patrons et actionnaires disposent librement...
Henri Wilno

LOI TRAVAIL

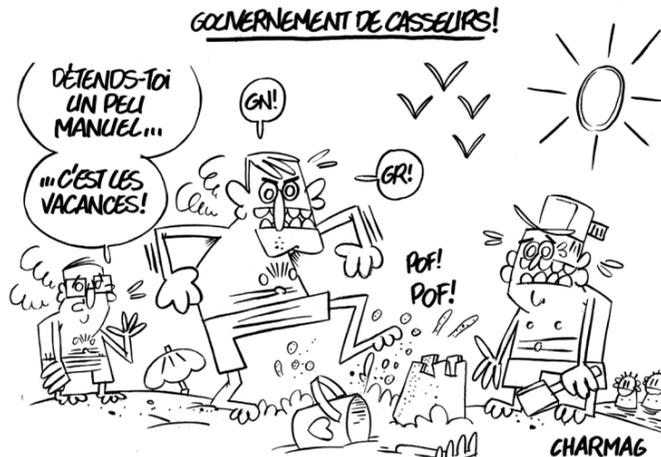
Rendez-vous à la rentrée

Le jeudi 21 juillet, pour la troisième fois, le gouvernement a fait usage du 49.3, après cinq mois de mobilisation et alors que sa loi est toujours rejetée par 70 % de la population.

Le passage en lecture définitive à l'Assemblée nationale n'aura pas duré plus de dix minutes. En présentation de la séance, Valls n'a pas manqué d'exploiter le vote quasi unanime – seulement 26 contre – du 19 juillet approuvant la prolongation de l'état d'urgence pour faire état de « l'unité indispensable » qui, a-t-il ajouté, « ne revient pas à faire taire le débat démocratique ». La démocratie, pour Valls, c'est le coup de force permanent, violences policières contre les manifestants, 49-3 à l'Assemblée. L'usage de celui-ci à trois reprises, le 10 mai, les 5 et le 21 juillet, a fait qu'au bout du compte aucun débat n'aura eu lieu au Parlement ni sur la loi ni sur aucun de ses articles. Cela montre que le gouvernement est plus isolé que jamais.

Régression sociale

La loi représente en elle-même un recul considérable pour les droits des travailleurs. Les patrons auront désormais la possibilité de décider par accord d'entreprise de l'organisation du temps de travail. Le temps de travail hebdomadaire



reste légalement de 35 heures, mais il pourra passer à 46 heures – contre 44 heures aujourd'hui – pendant 12 semaines. Un accord pourra aussi décider du seuil de déclenchement des heures supplémentaires et de la majoration de leur taux qui pourra être abaissé jusqu'à 10 %. Le temps de travail pourra être calculé sur trois ans, contre un an aujourd'hui. La loi facilite les licenciements dans les PME jusqu'à 300 salariés. Si le gouvernement a reculé sur le plafonnement des indemnités de licenciement que peuvent accorder les prud'hommes, la loi permet de licencier pour des « raisons économiques » en cas de baisse des commandes ou du chiffre d'affaires : pendant 4 trimestres consécutifs pour les entreprises de 50 à 300 salariés, 3 trimestres consécutifs pour celles de 50 à 300, 2 pour

celles de 11 à 50 et 1 pour celles de moins de 11 salariés. Enfin, elle permet aux patrons de faire adopter des « accords offensifs » sous couvert de « préserver ou développer l'emploi ». Ils pourront ainsi diminuer ou supprimer complètement des primes. Les salariés qui refuseraient s'exposeront à un licenciement pour « motif spécifique », avec la procédure d'un licenciement individuel pour motif économique mais sans les mesures de reclassement. Il faut ajouter aussi, entre autres, la suppression de la visite médicale obligatoire avant embauche qui est un pas de plus vers la disparition de la médecine du travail. La loi, en outre, contient un prolongement lourd d'autres reculs puisqu'elle acte la mise en place d'une commission pour refonder – c'est-à-dire détruire – le Code du travail.

Préparer l'affrontement avec le gouvernement

Dans bien des entreprises, des accords locaux comme à PSA imposent déjà aux salariés des conditions d'horaires et de salaires comparables. Ils seront désormais généralisés. Les attaques vont se multiplier et des résistances se produire. L'enjeu de ces dernières n'est pas seulement local, elles s'inscrivent dans la construction d'un mouvement d'ensemble, d'une grève générale qui puisse imposer un autre rapport de forces et permettre de gagner.

Tout ce que le mouvement a réussi à faire pendant ces cinq mois a été gagné par la mobilisation de la jeunesse, puis de certains secteurs, et par la pression des salariés et des militants à la base sur les directions de leurs syndicats. La loi a été adoptée mais la rue peut encore la défaire. À condition de s'en donner les moyens, c'est-à-dire de préparer consciemment l'affrontement avec le gouvernement, en sachant qu'il est clairement au service du Medef et que le dialogue prétendument social est tout autant qu'avec Sarkozy un jeu de dupes.

Le gouvernement compte publier très rapidement les décrets d'application de la loi. Mais la lutte continue. Pendant tout l'été, la contestation s'invite un peu partout, et l'intersyndicale a programmé une nouvelle journée de mobilisation le jeudi 15 septembre.
Galia Trépère

POLICE JUSTICE Après la mort d'Adama, s'organiser face aux violences policières

Mardi 19 juillet, fuyant un énième et hélas banal contrôle d'identité, Adama Traoré est poursuivi par les gendarmes. Il est rattrapé, « boxé et menotté » racontent des témoins directs. La suite, on la devine : « Mon frère était vivant en entrant dans le camion de la gendarmerie... Il en est ressorti mort ». L'émotion et l'incrédulité montent. Comment Adama, sportif avéré, apprécié de tous dans le quartier, a-t-il pu passer de vie à trépas le temps d'un court trajet entre le quartier Boyenval et le poste de gendarmerie ? Se serait-il « révolté » ? Impossible, il était menotté dans le dos.

Des membres de sa famille et ses amiEs décident de se rendre à l'antenne de gendarmerie pour y poser des questions, et voir le corps d'Adama. Le poste est transformé en camp retranché, et les flics gazent le rassemblement. Le lendemain, un communiqué du ministère de l'Intérieur affirmera que la mort d'Adama serait due à « une infection très grave de plusieurs organes ». Sa famille devra attendre deux jours pour enfin voir le cadavre, et entamer une procédure exigeant qu'une autre autopsie soit effectuée. L'indignation est à son comble, et ce seront plus de 3000 personnes qui accompagneront la famille et les amiEs d'Adama vendredi dernier à la « marche blanche », du

« C'est la dernière fois qu'un frère tombe ». Le slogan repris par des centaines de voix samedi 23 juillet au rassemblement de la Fontaine des Innocents à Paris à l'appel de Black lives matter et du collectif UNPA (Urgence notre police assassine) faisait écho au « Justice pour Adama ! » scandé la veille à Beaumont-sur-Oise par 3 000 manifestantEs.



À Beaumont-sur-Oise vendredi dernier, justice pour Adama! DR

quartier Boyenval jusqu'au centre ville. L'impressionnant dispositif policier mis en place dès mardi soir n'empêchera pas l'expression de la juste colère des jeunes de Beaumont et de Persan, harcelant les flics pendant plusieurs nuits, ce qui a entraîné l'arrestation d'une quinzaine de personnes.

« Sans justice, vous n'aurez jamais la paix »

Adama Traoré est malheureusement un nom de plus dans la trop longue

liste des victimes des crimes de la police. Volontairement, le ministère de l'Intérieur se refuse à communiquer le moindre chiffre sur ce sujet, laissant aux ONG, chercheurs et autres sociologues le soin de recouper les informations. Depuis la mort de Zayed et Bouna le 27 octobre 2005, jusqu'en 2015, 168 personnes sont décédées suite à des violences policières. Amnesty International avance le chiffre d'une moyenne de 15 par an. Et à de très rares exceptions,

ces crimes n'ont pour la plupart entraîné aucune condamnation de leurs auteurs. L'impunité policière est inscrite à jamais dans la mémoire des habitantEs des quartiers populaires...

L'indignation ponctuelle qui s'exprime à chaque nouveau drame ne suffit pas. Lors des 4 derniers mois, le mouvement social a été confronté à la réalité de la violence de l'appareil d'État, et a su mettre en place des collectifs contre la répression, en soutien aux victimes de celle-ci. Bien qu'encore ténus, des liens existent entre le mouvement social « urbain » et les collectifs « issus des quartiers populaires ». Ainsi la commission défense collective issue de Nuit debout a décidé de mettre ses compétences juridiques au service des personnes arrêtées et poursuivies dans le cadre des incidents consécutifs à la mort d'Adama. C'est un premier pas. Pour autant, cela ne suffit pas : la mise en cause de la police n'aura de sens que lorsqu'elle s'attaquera aux racines et à la nature même de l'appareil répressif de l'État. Marre des criminels en uniforme ! Vérité et justice pour Adama !
Alain Pojolat

L'important, c'est de participer ?

SPORT : IDÉOLOGIE, SPECTACLE ET MARCHANDISATION

A

peine l'Euro de football terminé, les regards se sont tournés vers la traditionnelle « grande boucle » du Tour de France cycliste. Et à peine celle-ci finie que pointe déjà du nez les Jeux olympiques de Rio dans quelques jours... Oui, sur les écrans mais aussi dans nos vies, le sport est omniprésent. Souvent méprisé comme beaucoup d'activités physiques ou manuelles, le sport est considéré comme tout à fait annexe, alors qu'il occupe pourtant une place importante dans les discussions et les emplois du temps des jeunes, scolarisés ou non, et des adultes.

Mais comme toujours, tout ce que touche le système capitaliste se transforme en or. Pour le meilleur de quelques-uns – sportifs professionnels, industriels... – et pour le pire de tous ! Course à la réussite, nationalisme, hooliganisme, marchandisation, dopage, corruption, l'actualité étale quasi quotidiennement les affres du « sport réel », bien loin de ses mythes et de ses valeurs tant vantées.

Mais est-ce que tout peut se réduire à cela ? Un autre sport serait-il possible ? Et comment ? Dans ce dossier d'été, nous avons modestement voulu ouvrir le débat et apporter une contribution, à travers différents articles thématiques et en ouvrant nos colonnes pour trois entretiens.

Une chose est sûre, c'est que quoi qu'il en soit, ces prochains mois, va y avoir du sport... Bonne lecture !

Manu Bichindaritz

À BAS L'ÉCONOMIE CAPITALISTE DU SPORT !

De l'activité physique certes, mais dans une économie donnée... Des chiffres qui en disent long !

L'économie du sport résiste à la crise

La « dépense sportive nationale » mesure les diverses contributions au financement des activités sportives, mais aussi les dépenses en biens et services nécessaires à la pratique du sport (vêtements, chaussures...). Elle est en France de plus de 35 milliards d'euros. Sa part dans le PIB (1,75% aujourd'hui) augmente. Cette dépense se répartit de la façon suivante : 45% par les ménages, 45% par les administrations (un tiers par l'État qui rémunère notamment les enseignants en EPS, deux tiers par les collectivités locales) et 10% par les entreprises. C'est la vigueur des dépenses d'équipement sportif des communes qui explique une bonne partie de la résistance de ce secteur à la crise. La production de spectacles sportifs ne connaît pas la crise : le chiffre d'affaires du football professionnel a progressé de 24% entre 2009 et 2013, s'établissant à 1,5 milliard ; celui du Tour de France a été multiplié par 10 en trente ans, ce qui a fait exploser le bénéfice de l'organisateur de l'épreuve (Amaury Sport Organisation). La forte hausse des droits de retransmission télévisés explique cet essor.

Bénéfices privés et fardeaux pour la population

Les économistes bourgeois le reconnaissent de plus en plus : les grands événements sportifs n'ont pas d'effet bénéfique sur la croissance économique... Mais il y a un effet de « redistribution ». Les contribuables

paient les gros investissements, et les capitalistes se goinfrent : ceux qui produisent ces spectacles, et aussi certains secteurs comme le BTP qui bénéficient des commandes publiques. De façon systématique, les coûts sont sous-estimés. Les JO d'Athènes 2004 ont ainsi plombé les finances publiques grecques. Les populations commencent d'ailleurs à faire de la résistance face à de tels gaspillages : par référendum, la population de Munich a dit non en 2013 aux JO d'hiver 2022, de même que celle de Hambourg en 2015 pour les JO d'été 2024.

Et que dire de la Coupe du monde 2022 au Qatar ? 1,5 million d'ouvriers étrangers ont été recrutés pour construire les infrastructures. Leurs conditions de travail s'apparentent à de l'esclavage moderne, et on estime que 4000 d'entre eux mourront sur les chantiers d'ici à 2022.

Concernant l'Euro 2016, les pouvoirs publics ont effectué de gros travaux de rénovation des stades, souvent en « partenariat public privé ». Ces dispositifs permettent aux villes de ne pas déboursier trop d'argent à court terme, mais ils doivent pendant des années verser des loyers aux géants du BTP pour devenir au final propriétaires de stades surdimensionnés. Grâce à ces travaux, l'UEFA a touché le pactole : 650 millions de charges (location de stades, gestion de billets, etc.) et 1,9 milliard de gains (droits de retransmission télé, sponsoring, billetterie), soit un bénéfice net de plus d'1 milliard ! Grâce à une mesure de Sarkozy confirmée par Hollande, l'UEFA sera totalement exonérée d'impôts !

Pour ne pas faire de jaloux, le gouvernement a élargi en 2014 cette exonération d'impôts

à l'ensemble des grands événements sportifs. Il a en outre supprimé la taxe sur les spectacles pour l'ensemble des manifestations sportives (remplacée par une TVA à taux réduit de 5,5%). Et la loi Macron a permis l'accroissement des dimensions des dispositifs publicitaires au sein des enceintes sportives, cela en dérogation au Code de l'environnement...

Un secteur clé de l'économie capitaliste... dont il faudra se débarrasser !

L'économie du sport est la quintessence de l'économie capitaliste. Les « belles valeurs du sport » ne sauraient cacher que la compétition du profit est complétée par le profit de la compétition. Les compétitions prolifèrent pour accélérer la rotation du capital sportif et maximiser la production de plus-value. Le sport, vendu comme un spectacle, permet des bénéfices faramineux avec le consentement des foules que le système cherche à abrutir. Le sport capitaliste n'a pas grand-chose à voir avec l'activité physique récréative. Outre les profits colossaux qu'il génère, il contribue à modeler la force de travail pour la rendre « performante » pour les capitalistes. Le sport transforme le corps des athlètes en instrument, en chair à profit. Au-delà des seuls athlètes, nous sommes tous incités à faire du sport afin d'améliorer notre « employabilité » et pour que notre corps soit bien préparé au travail capitaliste. Après le travail quotidien, il ne faut pas se « relâcher ». Tous à la salle de sport, avant de consommer du spectacle sportif devant son écran télé !

Gaston Lefranc

DOPER PLUS POUR GAGNER PLUS

Avant même d'avoir commencé, les Jeux olympiques de Rio sont marqués par la question du dopage, avec la suspension des sportifs de la Fédération russe d'athlétisme.

Celle-ci survient après les révélations sur les JO d'hiver de Sotchi de 2014, les jeux de Poutine à 36 milliards d'euros, où l'Agence russe anti-dopage, ministère des Sports et services secrets escamotaient les échantillons d'urine des athlètes pour les rendre « propres ». Pourtant, le dopage est loin d'être l'apanage de la simple Russie. En 2003, la Fédération américaine d'athlétisme reconnaissait avoir blanchi les contrôles positifs de Jerome Young, et le Comité olympique américain devait avouer que, depuis les années 1980, 24 athlètes avaient gagné des médailles olympiques après un contrôle positif laissé sans suite.

Une composante quasi permanente

C'est que malgré les condamnations quasi unanimes, le dopage est devenu une composante quasi permanente des compétitions sportives professionnelles. Cela souvent avec le silence complice des fédérations sportives. Le rapport de l'Agence mondiale antidopage de 2015 qui pointe « une culture profondément enracinée de la tricherie » dans l'athlétisme russe, ou kényan, dénonce aussi la corruption généralisée faisant « partie intégrante de l'IAAF », l'Association internationale

des fédérations d'athlétisme, dont les dirigeants « ne pouvaient ignorer l'ampleur du dopage ».

L'IAAF est ainsi accusée de corruption, pots-de-vin, et d'avoir couvert de nombreux cas de dopage, certains de ses responsables étant même accusés d'avoir extorqué de l'argent pour cacher les contrôles positifs, comme cette médaillée d'argent sur 5000 mètres aux championnats d'Europe de Göteborg en 2006, Liliya Shobukhova, qui aurait dû verser la somme de 569000 dollars pour participer aux JO de Londres. En France, Lamine Diack, 82 ans, président de l'IAAF jusqu'en août 2015, est mis en examen. Le document qui a mis le feu au poudre, un documentaire de la chaîne ARD et un article du *Sunday Times*, révélaient que, sur les analyses sanguines de 5000 athlètes, 800 sont jugées anormales !

Sportifs professionnels en danger

L'affaire Festina en 1998, avec le soigneur de l'équipe pris à la frontière avec 500 doses d'EPO et de stupéfiants, et Lance Armstrong, sept fois vainqueur du Tour avec ses tests urinaires positifs à l'EPO, ont révélé l'ampleur du dopage dans le cyclisme en général, et le Tour de France en particulier. À chaque fois, l'UCI, l'Union

cycliste internationale, a été dénoncée pour son manque d'empressement à dénoncer le dopage et à freiner la mise en place de contrôles performants. On est bien loin du dopage individuel, alors qu'un tiers des participants au Tour ont croisé le dopage, et 79,2% des maillots jaunes, selon le site cyclisme dopage ! Tout cela se fait au mépris de la santé des coureurs professionnels. Leur risque de décès par arrêt cardiaque avant 45 ans est cinq fois supérieure à la moyenne ! Dans tous les sports, dopage, mais aussi multiplication des compétitions et changement des règles pour les rendre plus spectaculaires favorisent les blessures. L'espérance de vie d'un joueur professionnel de football américain ne dépassait pas 55 ans dans les années 1990, ce qui a été la cause de nombreuses grèves de joueurs pour diminuer blessures et surentraînement.

Le corps-marchandise

Le sport est devenu une véritable industrie, qui brasse entre 400 et 600 milliards d'euros chaque année. Dans le sport professionnel, saisi par les logiques du business et de la raison d'État, toutes les politiques de lutte contre le dopage ne doivent pas nous faire oublier que le



dopage n'est pas un choix individuel des coureurs ou des athlètes, mais une pratique généralisée, souvent sous le contrôle des équipes, des fédérations ou des États. Sport spectacle, sport marchand, sport vitrine des États, course aux sponsors, sport publicité pour Adidas ou Nike, droits télévisuels, droits de transfert... le corps des athlètes devient le simple support d'une marchandise qui s'appelle profits dans le sport, qu'il faut rendre à chaque fois plus performant pour gagner. Métaphore du capitalisme... Le sport en tant que jeu et plaisir pour les participantEs, le sport en tant qu'envie

de rêver et d'échapper à la monotonie de la vie quotidienne... Au nom d'un rêve égalitaire et démocratique (où les enfants des quartiers peuvent devenir millionnaires...), le sport est trop souvent écrasé par les passions nationalistes, les intérêts financiers des clubs, des sponsors, des marques d'équipementiers sportifs, des fédérations, ou des athlètes. Tout pousse à généraliser la pratique du dopage pour gagner à tout prix... Et à faire du dopage une simple affaire individuelle quand le scandale éclate !

Frank Cantaloup

1 - http://www.cyclisme-dopage.com

« Le clivage n'est pas tant entre amateurs et professionnels que dans les moyens mis à la disposition de chaque citoyen et citoyennes pour accéder au plaisir du sport »



Entretien. Responsable de Sport et Plein Air, la revue de la FSGT (Fédération sportive et gymnique du travail), **Nicolas Ksis** nous présente notamment de quelle façon une autre pratique sportive est possible.

Peux-tu nous présenter la FSGT, que peut-être nos lecteurs connaissent mal, voire pas du tout ?

La FSGT est l'héritière du mouvement sportif ouvrier français, né en France en décembre 1907 de la volonté du premier journaliste de *l'Humanité*, Henri Abraham Kleynhoff. Pour ce qui la concerne directement, elle a été fondée en décembre 1934 par la fusion de deux organisations, la Fédération sportive du travail (FST), membre de l'Internationale rouge des sports, basée à Moscou, en URSS, et de l'Union des sociétés sportives et gymniques du travail (USSGT), proche de la SFIO. Elle s'avéra en fait un test grandeur nature de la dynamique unitaire du Front populaire. La FSGT s'est ensuite fortement développée en prenant à bras le corps le combat antifasciste (le soutien à l'Olimpiada Popular à Barcelone, nombre de ses membres iront se battre ensuite dans les brigades ou chez les anarchistes), la bataille pour le sport féminin, ou encore l'ouverture de toutes les disciplines, dont le ski, aux milieux populaires. Toutefois au fil du temps, son discours et son positionnement a évolué, passant de la défense d'un sport rouge « classiste » à une conception plus large d'un sport populaire. La fédération a formalisé cette transformation en précisant qu'elle était passé du « sociopolitique » au « socioculturel ». Plus pratiquement, la FSGT constitue désormais une fédération omnisports (une centaine de disciplines y sont présentes),

qui rassemble 270 000 pratiquants dans 4 700 associations, sur tout le territoire et outre-mer. Elle continue de défendre une approche différente du sport, notamment en s'appuyant sur les innovations qui germent dans ses clubs, permettant au plus grand nombre de s'adonner à leur « activité », comme le foot à 7 auto-arbitré, la lutte féminine ou encore l'escalade « en tête ». Il s'agit de fait autant de promouvoir les activités physiques et sportives (APS) que de former des citoyens.

En quoi peut-on dire que la FSGT est une « fédération sportive engagée » ?

Cette question pose problème et demande d'abord quelques précisions. Son histoire, comme j'ai répondu plus haut, est indéniablement liée à celle du mouvement ouvrier et pour partie communiste. Ce premier fait lui transmet une teinture singulière dans un monde sportif qui aime à rappeler son « apolitisme », quitte à faire preuve d'amnésie ou de mémoire sélective. Toutefois si l'engagement de la FSGT peut prendre sens aujourd'hui, cela porterait davantage sur le rapport à la vie associative, dont elle ambitionne qu'elle responsabilise davantage qu'elle délègue, sur la valorisation du bénévolat (par la formation notamment) ou bien sur l'adaptation des règles selon les besoins ou les envies des pratiquants. Cependant le fort investissement sur le terrain international – comme en Palestine depuis 1982 (elle fut la première fédération sportive à reconnaître

le sport palestinien tout en entretenant des relations avec les « travaillistes » israéliens), avec le Japon ou l'Algérie, aujourd'hui les Sahraouis, sans oublier notre consœur l'UISP en Italie – marque une forte spécificité. Elle reste par ailleurs sensible à ce qui se passe dans le reste de la société, comme les mobilisations contre la loi travail pour évoquer l'actualité récente. Elle a aussi voulu s'ouvrir au fil du temps à toutes les formes d'émancipations, par exemple avec l'arrivée de clubs LGBT, ou à des pratiques nouvelles telles que le double dutch, le skate ou le « pied-poing » en sport de combat.

Est-il juste d'avoir une lecture de classe du sport ? Sports de riches contre sports populaires...

C'est infiniment plus complexe. Qu'est-ce qu'un sport de riche ? S'il est question de moyens et d'accès aux infrastructures, il est indiscutable qu'au sein de chaque discipline, un réel fossé existe et qui ne touche pas que les clubs FSGT. Le football pratiqué dans les quartiers nord à Marseille, dans des stades indignes avec parfois des douches insalubres, fait pâle figure devant les investissements publics déployés pour soutenir l'OM via la « rénovation » du vélodrome... De même, les disciplines olympiques, qui envoient donc des délégations aux JO, bénéficient d'un traitement de faveur de la part du gouvernement. En outre, il est de plus en plus difficile de répondre, pour l'ensemble des associations, à leur mission de service public du sport, quand leur subvention sont conditionnées à leur soumission à des politiques de « publics cibles », pendant que les diverses réformes comme la RGPP ou la réforme territoriale, conjuguée à la « crise », diminuent drastiquement les financements des collectivités.

Peut-on dire que l'un des clivages importants dans la pratique sportive se joue entre amateurs et professionnels ?

La séparation entre amateurs et professionnels est une division qui date quelque peu. Elle sent encore le parfum quelque peu réac de Pierre de Coubertin. Elle ne permet pas de saisir à quel point ces deux mondes continuent malgré tout de s'interpénétrer. Il ne faut tout d'abord pas se laisser aveugler, surtout après l'Euro 2016, par le cas des footballeurs professionnels dont les salaires astronomiques cachent le fait qu'un grand nombre de « sportifs professionnels » vivent avec des revenus bien plus modestes et « dans la norme ». Enfin rappelons que les stars du ballon rond, souvent des jeunes issus des quartiers populaires, sont des « riches sans pouvoirs », contrairement à une catégorie

socialement équivalente comme les patrons. Ils peuvent facilement alors servir de défouloir à un populisme alliant « haine des parvenus » et « mépris de classe », avec une forte dose de racisme. Le clivage n'est pas tant entre amateurs et professionnels, que, il faut encore le souligner, dans les moyens mis à la disposition de chaque citoyen et citoyennes pour accéder au plaisir du sport. Enfin, certains « amateurs » pratiquent peut-être leur sport de manière tout autant compétitive voire élitiste que les pros. L'existence du dopage dans les niveaux de compétition les plus bas en constitue un signe indéniable.

Dans un système fondé sur l'économie marchande et la concurrence, un autre sport est-il possible ?

Beaucoup répondraient non, surtout issu de votre courant politique. Et certains de leurs arguments sont difficilement contestables. Toutefois, au même titre qu'on ne rejette pas la création artistique et l'enseignement de la musique dans les conservatoires au prétexte qu'Hollywood existe ou que les majors s'engraissent sur le dos des musiciens, nier l'importance du sport dans la culture populaire serait une erreur. La pression du modèle sportif dominant se sent en effet jusque sur les bords des terrains, dans le comportement des parents parfois qui poussent leurs gamins vers ce qu'ils pensent être une chance pour eux, quitte à écraser le copain ou la copine...

Il existe toutefois des espaces possibles pour développer d'autres formes de pratiques sportive (refuser par exemple les sélections, etc.) qui s'appuient sur des principes différents, comme la responsabilisation et la prééminence du jeu – le cas du foot à 7 auto-arbitré –, la dédramatisation de la pratique et la vie associative (en escalade), l'adaptation des règles pour les rendre toujours plus émancipatrices (mixité en volley), etc. C'est un combat permanent car effectivement la tendance générale pousse plutôt à l'inverse. Notons toutefois que ces derniers temps une aspiration semble grandir pour appréhender le sport autrement, je pense aux revendications des associations de supporters, la contestation des multinationales du sport comme la FIFA ou le CIO, l'orientation vers des formes moins « violentes » ou compétitive de pratique d'un grand nombre de gens. Une fois encore, il faudra aussi que les organisations extérieures (politique, syndicale, etc.), avec lesquelles la FSGT construit souvent des partenariats et des collaborations régulières (notamment le Secours populaire), intègre une véritable prise en compte de cette fameuse question sportive.

Propos recueillis par Manu Bichindaritz

« Le sport est le règne qui cache sans cesse ses corruptions, derrière le langage de "l'éthique" »



Entretien. Enseignant d'EPS, master II en philosophie, **Fabien Ollier** est auteur de plusieurs livres sur l'aliénation sportive. Il est aussi directeur de publication de la revue *Quel Sport ?*

Peux-tu nous présenter *Quel Sport ?* (Section française de la critique internationale du sport) ?

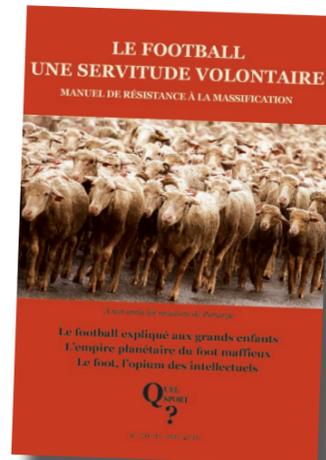
Quel Sport ? est une revue pluridisciplinaire dotée d'un comité scientifique international et publiant des chercheurs, des intellectuels et des dessinateurs satiriques dans le but d'élucider le phénomène sportif. C'est indissociablement un groupe militant qui n'a jamais caché son intention politique de combattre la domination idéologique de l'institution sportive et la cristallisation des masses par le sport. Depuis 2007, *Quel Sport ?* propose des analyses critiques d'inspiration freudo-marxistes qui entendent dévoiler les dimensions politiques antidémocratiques, les fonctions idéologiques de massification ou de chloroformisation des consciences et les effets somato-psycho-pathologiques destructeurs du sport-spectacle de compétition. Elle s'inscrit dans l'histoire de la théorie critique du sport développée au sein de la revue *Quel Corps ?* (1975-1997), notamment par Jean-Marie Brohm. *Quel Sport ?* s'efforce de comprendre et dénoncer dans un même geste la matrice idéologique réactionnaire du sport devenu au cours du 20^e siècle un conglomérat de multinationales capitalistes et mafieuses qui cherchent à maximiser leurs profits par la technicisation extrême du corps et sa valorisation marchande spectaculaire.

Cela a conduit *Quel Sport ?* à mener plusieurs campagnes significatives de boycott des grands événements sportifs internationaux qui diffusent à haute dose l'opium sportif du peuple nécessaire à la perpétuation des systèmes d'oppression et d'exploitation (boycott des JO de Pékin 2008 au sein du COBOP ; boycott des JO de Sochi 2014 au sein du COBOSO ; etc.).

Vous dites que le sport doit être radicalement contesté, pas seulement dans ses abus. Pourquoi un tel positionnement radical contre « les valeurs du sport » ? De quoi parlons-nous quand nous parlons de sport ? De jeu ? De dépense physique ? De gestes techniques ? De pratiques ? De spectacles ? Pour beaucoup, notamment à gauche, règne la plus grande confusion à ce propos, ce qui autorise toutes les pensées désirantes. Les uns parlent de « sport populaire », d'autres de

« sport libertaire », les plus audacieux de « sport nominaliste » et tous les extasiés du « sport pour tous » veulent sauver le sport de sa marchandisation !

Pour nous, le sport est un système institutionnalisé de pratiques compétitives à dominante physique réglementées universellement, qui a pour finalité l'émergence du champion, du record, de l'exploit grâce à la mesure normalisée, à la comparaison permanente et à la confrontation mondialisée d'individus typifiés (femmes entre elles, hommes entre eux, non-valides entre eux, vieux entre eux, etc.), hiérarchisés (premier, deuxième, troisième, etc.) et conditionnés (« valeurs », « lois », méthodes, techniques).



Ce système unifié qui n'est en rien réductible à la somme des pratiques sportives qu'il diffuse, repose sur une bureaucratie (des permanents, des technocrates, des gestionnaires, des managers, des « experts », etc.), des capitaux importants (fonds d'investissement, partenariats commerciaux, sponsors, caisses noires, etc.) et des techniques de propagande (spectacles, publicité, exhibitions, mythes, bavardages, commérages, etc.).

Il s'agit même d'un « macrosystème » de manifestations spectaculaires où la compétition physique codifiée entre êtres humains, entre l'homme et la nature, entre l'homme et l'animal ou entre animaux, agglomère des enjeux financiers, technologiques, politiques et émotionnels indispensables à la reproduction élargie du régime capitaliste. Le sport capitaliste moderne est le produit social-historique inédit d'une mutation anthropologique,



de l'anti-valeur morale s tricheries, magouilles, lieu commun publicitaire e sportive" »

au cours de laquelle l'imaginaire social capitaliste fondé sur l'extrémisation de la « maîtrise rationnelle » et la rage d'acquiescer tout ce qui est ou paraît accessible s'est emparé du corps, dès lors saisi comme instrument de rendement et puissance sans cesse perfectible. C'est en quoi le sport est le règne de l'anti-valeur morale qui cache sans cesse ses tricheries, magouilles, corruptions, derrière le lieu commun publicitaire de « l'éthique sportive ».

Quel lien direct peut-on tracer entre le sport et le système capitaliste ? Vous parlez d'« empire-sport », qu'est-ce que cela signifie pour vous ?

Le sport est désormais la poule aux œufs d'or des principales structures du système capitaliste-mafieux. L'évolution de la FIFA et du CIO l'illustre fort bien : les deux gouvernements mondiaux du sport, désormais suspectés par les polices judiciaires de plusieurs pays d'être de nouvelles structures du crime organisé transnational (voir le FIFagate), se sont progressivement organisés comme de grands trusts transnationaux dont l'objectif principal est de maximiser les profits – en se comportant notamment comme des kleptocraties vis-à-vis des fonds publics – et de préserver leur situation de monopole, en s'unissant pour cela, selon des intérêts commerciaux parfois contradictoires, aux world companies du big business et aux lobbies d'intérêts associés (fonds de pension, pétrodollars, oligarchies postsoviétiques, sponsors, annonceurs, groupes bancaires transnationaux). Ces « opérateurs » distillent à présent leur vision mercantile du monde par la promotion publicitaire de l'univers unidimensionnel factice qu'est le spectacle sportif, direct ou télévisé. Pour constituer leur empire, le CIO et la FIFA n'ont jamais hésité à renforcer l'influence mondiale des régimes liberticides avec qui ils organisent de somptueuses « fêtes du sport » très encadrées militairement. Leurs graves compromissions avec les dictatures ou leurs soutiens indéfectibles aux régimes autoritaires sont désormais ouvertement légitimés par leurs plus hauts dignitaires qui regrettent que la démocratie « complique » l'organisation de grands événements sportifs. Ainsi se noue une alliance objective durable entre les holdings du sport-spectacle de compétition, qui pensent que le sport est au-dessus de tout, et les plus grands ennemis politiques de la démocratie qui veulent un pouvoir sans limites.

Le dernier numéro de Quel Sport ? s'intitule « Le football, une servitude volontaire ». « Football-spectacle », « football-opium »... En quoi ce sport incarne-t-il, peut-être de la façon

la plus caricaturale, ce qu'il faut combattre ?

Pour s'en convaincre, il suffit de s'intéresser aux joueurs présentés par toutes les instances politiques, morales et éducatives du pays, comme des « modèles pour la jeunesse ». Ce sont tous des mercenaires du crampon qui exsudent le fric et qui sont régulièrement impliqués dans des magouilles. Le « top 10 » des salaires dans le football mondial apporte chaque année un cinglant démenti aux illusions des thuriféraires exaltés du « football familial » et du « football populaire ». Messi : 36 millions d'euros ; Neymar : 36 millions ; Ronaldo : 27 millions ; Ibrahimovic : 18 millions ; Benzema : 15 millions, etc. Laurent Blanc a quitté le PSG avec un parachute doré de 22 millions d'euros. Toutes ces sommes affolant le mercato et les journalistes bling-bling sont complétées par de juteux contrats publicitaires qui, dans le cas de Messi par exemple, permettent d'atteindre la somme rondelette de 39,4 millions d'euros annuels (soit 110 000 euros par jour, l'équivalent du salaire mensuel de 75 smicards !). Or Messi, le quadruple ballon d'or, vient d'être condamné par la justice à 21 mois de prison pour fraude fiscale (4,16 millions d'euros détournés ; AFP, 7 juillet 2016). Neymar, l'idole des triporteurs de balle, a été mis en examen car il aurait omis de déclarer aux autorités brésiliennes la bagatelle de 14 millions d'euros entre 2011 et 2013 (AFP, 2 février 2016). Karim Benzema, déjà mis en examen dans l'affaire Zahia et celle de la sextape, a été entendu par la justice dans une « affaire de blanchiment en bande organisée visant une société dont il est actionnaire » (*le Monde*, 18 mars 2016). Voilà le rêve capitaliste que diffuse à longueur de temps la machine à cash du football ! J'ajoute que tous ces « bandits manchots » ne produisent rien, ne servent objectivement à rien, leur disparition (éminemment souhaitable) ne provoquerait aucune pénurie, aucun manque, aucune carence dans la reproduction sociale (à la différence des ouvriers, des paysans, des pêcheurs, des médecins ou des chercheurs). Ils ne rendent aucun service à la collectivité (comme le font les chirurgiens, les instituteurs, les infirmières, les cantonniers, etc.). Leur seul rôle est d'abrutir les supporters ordinaires et d'exciter les groupes ultras, d'offrir des dérivatifs illusoire et des identifications factices au bon populo, mais aussi aux piètres penseurs shootés à l'opium sportif, de remplir les rubriques spécialisés des gazettes sportives et d'enrichir les sponsors, annonceurs et propriétaires des clubs...

Propos recueillis par Manu Bichindaritz

« Les médias sportifs se distinguent davantage en général par leur connivence avec les vedettes et les institutions du sport que par leur esprit d'indépendance »



Entretien. Collaborateur au Monde diplomatique, **David Garcia** revient avec nous sur les liaisons dangereuses qui unissent médias et sport professionnel.

Différents grands médias télévisuels se livrent une concurrence féroce pour avoir le droit de retransmettre certains grands événements sportifs. Comment expliquer l'explosion des coûts de ces droits ?

La genèse de cette course aux armements remonte aux années 1970. Jusqu'alors, non seulement les fédérations sportives ne gagnaient pas d'argent avec les retransmissions télévisées, mais elles devaient même payer les chaînes pour voir leur spectacle diffusé à une heure de grande écoute ! Le grand tournant intervient en 1974, avec l'élection du Brésilien João Havelange à la tête de la FIFA. Ce dernier arrive au pouvoir avec l'aide du fondateur et patron d'Adidas, Horst Dassler, qui a acheté les voix des électeurs à grands coups d'enveloppes bourrées de dollars. Ainsi est né le foot business, sur une gigantesque fraude électorale qui s'est depuis maintes fois reproduite. Une fois président, Havelange laisse la main à son associé, qui lui souffle l'idée de vendre à prix d'or le droit de transmettre des matches à la télé. Le sport devient poule aux œufs d'or. Coca Cola et consorts paient des millions pour être visibles aux Jeux olympiques ou pendant les coupes du monde, et les chaînes de télévision s'arrachent des droits au terme de ventes aux enchères toujours plus folles. Et quand la présidente de la République d'Argentine Cristina Kirchner veut rendre gratuits les matches de première division argentine, elle se fait « comme par hasard » tailler en pièces par *Clarín*, le quotidien national dit « de référence ». Comme par hasard car ce journal appartient au groupe détenteur des droits télévisés du foot argentin, qui se bat pour préserver son pré carré commercial, au nom du sacro-saint principe de concurrence. Et tant pis pour les Argentins fauchés dingues de foot, condamnés à se priver de leur sport favori, ou obligés de se saigner pour avoir leur dose de ballon rond...

Le football est donc un des exemples emblématiques. Quelle responsabilité porte la FIFA, l'UEFA... dans cette surmédiation du ballon rond ?

La responsabilité de la FIFA et de l'UEFA est écrasante. Plus la médiatisation est forte, et plus leurs bénéfices sont colossaux. À

tel point que l'UEFA a pour ainsi dire tué la glorieuse incertitude du sport. Aujourd'hui, seuls les clubs les plus riches ont une chance de gagner la compétition reine, la Ligue des champions. Celle-ci est l'aboutissement ultime de la logique capitaliste appliquée au sport de compétition. Si les plus grands clubs ont toujours trusté les places d'honneur, jusqu'au début des années 1990, les clubs moyens avaient une chance de l'emporter. On a ainsi vu Nottingham Forest, un club anglais plutôt modeste, remporter la coupe des clubs champions pour sa première participation, en 1979. Le Steau Bucarest battra le FC Barcelone en finale de la Coupe des champions, en 1986. Et l'Étoile rouge de Belgrade remportera ce même trophée face à l'Olympique de Marseille de Bernard Tapie, pourtant beaucoup plus fortuné, en 1991. Des clubs d'envergure moyenne, issus de « petits » pays du foot. Dans les années 1970 et 1980, les Néerlandais de l'Ajax d'Amsterdam

Lesquels doivent batailler lors de tours préliminaires pour avoir une chance de disputer les matches de « poules », ce qui arrive rarement. Ce système de poules est destiné à limiter les risques d'élimination précoce. En effet, un club riche possède un effectif qui lui permet de disputer de nombreux matches et de surmonter un mauvais résultat à l'issue d'un « jour sans ». À l'inverse d'un club dépourvu de vedettes qui peinera à briller sur la durée. Depuis 1993, aucun petit club n'a remporté la Ligue des champions. De façon concomitante, les droits télévisés ont explosé, pour le plus grand bonheur des clubs, des joueurs stars surpayés et des dirigeants de l'UEFA, dont le pouvoir est en croissance exponentielle.

L'association Acrimed pointe régulièrement les copinages et complaisances des médias avec différentes personnalités très « discutables », tel récemment Michel Platini... Une réflexion ?

Les médias sportifs se distinguent davantage en général par leur connivence avec les vedettes et les institutions du sport que par leur esprit d'indépendance. Ainsi l'Équipe est un média qui agit davantage en général par leur connivence avec les vedettes et les institutions du sport que par leur esprit d'indépendance. En situation de monopole depuis sa création en 1946, le quotidien sportif a créé un nombre de grands événements sportifs, en particulier la Coupe d'Europe des clubs champions, ancêtre

de la Ligue des champions. Le rapport de complaisance avec les institutions du sport, le Comité international olympique, la FIFA, ou l'UEFA, est inscrite dans ses gènes. Longtemps, l'Équipe a déroulé le tapis rouge au très controversé Juan Antonio Samaranch, le président du CIO, ex-ministre des Sports de Franco, et à Joseph Blatter, ex-patron de la FIFA, dont l'action corruptrice est notoire. Et encore plus au français Michel Platini, président déchu de l'UEFA, dont l'Équipe a été le porte-parole zélé. Par suivisme, cocardisme, et manque de professionnalisme.

On le sait, le sport est un vecteur puissant des « valeurs nationales », de l'exaltation de la nation rassemblée derrière ses sportifs, etc. En quoi les médias relaient-ils et amplifient-ils cet aspect des choses ?

De même que les médias sportifs ont roulé aveuglément pour Platini, ils soutiennent sans réserve et a priori les clubs, équipes et sportifs nationaux. Plutôt que de s'en tenir au strict aspect sportif, les médias exaltent le sentiment patriotique, autrement plus vendeur. Il ne faut pas y voir nécessairement l'adhésion à des valeurs nationales. Les patrons de presse sont bien plus cyniques et mercantiles. Leur idéologie est l'idéologie dominante, qui épouse la courbe des ventes et de l'audimat...

Propos recueillis par Manu Bichindaritz

LE CIO PRESQUE AUSSI POURRI QUE LA FIFA



CHARMAG

PROPAGANDE, BOYCOTT ET MOBILISATIONS...

Dans l'Antiquité, les Jeux olympiques marquaient la volonté de marquer une trêve politique et militaire au sein du monde grec. Une idée apparemment reprise lors de la renaissance des Jeux en 1896...

L'acteur de cette renaissance, le baron Pierre de Coubertin, affichant un idéal olympique de paix et d'égalité entre les êtres humains, était un partisan de la colonisation. Il voyait dans le sport un instrument de « disciplinisation des indigènes », clairement raciste : « *Ily a deux races distinctes : celle au regard franc, aux muscles forts, à la démarche assurée et celle des malades, à la mine résignée et humble, à l'air vaincu.* »

De même, affichait-il une misogynie radicale : « *Une petite Olympiade femelle à côté de la grande Olympiade mâle ? Ce n'est pas là notre conception des Jeux olympiques... : l'exaltation solennelle et périodique de l'athlétisme mâle avec l'internationalisme pour base, la loyauté pour moyen, l'art pour cadre et l'applaudissement féminin pour récompense.* »

Pour Coubertin le sport est un moyen de rendre les pratiquants plus aptes à la guerre : « *Le jeune sportsman se sent évidemment mieux préparé à partir à la guerre que ne le furent ses aînés et quand on est préparé à quelque chose, on le fait plus volontiers.* » Tout cela avec un soutien implicite au régime nazi à l'occasion des Jeux de Berlin de 1936...

Qui c'est les plus forts ?

Après guerre, le sport est promu comme instrument de propagande par les États. Une instrumentalisation qui prend toute son ampleur dans les années 1920-1930. Les stades fleurissent en Italie, comme celui de Turin nommé Benito-Mussolini. L'affiche officielle de

la Coupe du monde « italienne » de 1934 représente un footballeur le bras tendu... Au lendemain de la victoire italienne, on pouvait lire dans *Il Messaggero* : « *Au lever du drapeau tricolore sur la plus haute hampe du stade, la multitude ressent l'émotion esthétique d'avoir gagné la primauté mondiale dans le plus fascinant des sports... La foule offre au Duce sa gratitude. C'est au nom de Mussolini que notre équipe s'est battue à Florence, à Milan et hier à Rome, pour la conquête du titre mondial.* »

Hitler avait également compris l'intérêt que pouvait représenter le sport, cela dès *Mein Kampf* : « *des millions de corps entraînés au sport, imprégnés d'amour pour la patrie et remplis d'esprit offensif pourraient se transformer, en l'espace de deux ans, en une armée.* » Les nazis profitent de l'organisation des Jeux olympiques à Berlin en 1936 pour montrer la puissance de leur idéologie. Ainsi, un assistant de Goebbels déclarait : « *Les jeux sont une occasion de propagande qui n'a jamais connu d'équivalent dans l'histoire du monde.* »

La guerre par d'autres moyens...

Après la Seconde Guerre mondiale, la défaite du fascisme et du nazisme ne met pas fin à l'instrumentalisation du sport. Dès 1948, Honecker, secrétaire général du parti communiste de la RDA, déclarait : « *Le sport n'est pas un but en soi, il est un moyen d'atteindre d'autres buts.* »

Au lendemain des Jeux olympiques de Munich de 1972, on pouvait lire dans la *Pravda* : « *Les grandes victoires de l'Union soviétique et des*

pays frères sont la preuve éclatante que le socialisme est le système le mieux adapté à l'accomplissement physique et spirituel de l'homme. » Pendant ce temps, la diplomatie du ping-pong ouvrait la voie à un renouveau dans les relations sino-américaines. Et Ford exprimait en 1974 les objectifs américains : « *Est-ce que nous réalisons à quel point il est important de concourir victorieusement contre les autres nations ? (...) Étant un leader, les États-Unis doivent tenir leur rang. (...) Compte tenu de ce que représente le sport, un succès sportif peut servir une nation autant qu'une victoire militaire.* »

Une instrumentalisation qui ne fonctionne pas toujours...

Mais la démonstration n'est pas toujours réussie. Ainsi, à flancs renversés, la France en fournit une illustration avec la « déroute » des Jeux de Rome en 1960. Un député UNR déclara : « *Les Jeux olympiques de Rome ont humilié notre jeunesse à la face du monde.* » Et le général De Gaulle de reprendre : « *Si la France brille à l'étranger par ses penseurs, ses savants, ses artistes, elle doit aussi rayonner par ses sportifs. Un pays doit être grand par la qualité de sa jeunesse et on ne saurait concevoir cette jeunesse sans un idéal sportif.* »

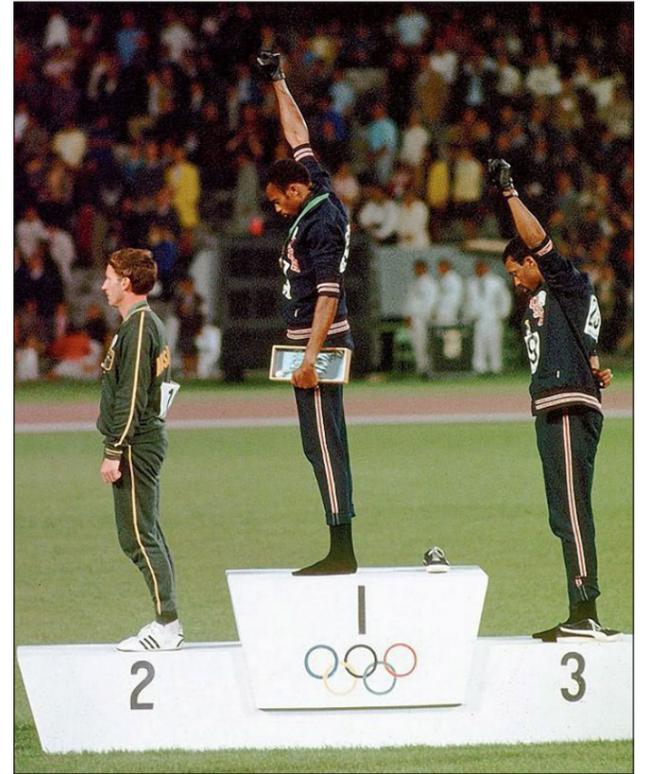
Lors des Jeux olympiques de Melbourne de 1956, sept pays boycottent les Jeux pour trois raisons différentes. L'Égypte, l'Irak et le Liban à cause de la crise de Suez. Les Pays-Bas, l'Espagne et la Suisse pour protester contre la présence de l'Union soviétique, en raison de l'invasion de la Hongrie à l'occasion

de l'insurrection de Budapest¹. La Chine, elle, boycotte la compétition pour protester contre la présence de la République de Chine (Taïwan). En décembre 1979, l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS provoque le boycott d'une cinquantaine de nations aux Jeux olympiques de Moscou l'année suivante. Jimmy Carter adresse alors un ultimatum : « *Si dans un mois au plus tard, vos troupes n'ont pas évacué l'Afghanistan, l'équipe olympique américaine n'ira pas à Moscou et nous demanderons aux autres pays de s'abstenir aussi.* » 29 pays musulmans s'associent également à ce boycott, considérant l'attaque contre l'Afghanistan comme une attaque contre l'islam. Les pays soviétiques feront de même lors des Jeux olympiques organisés à Los Angeles en 1984.

Quand les luttes s'invitent

Le « contre-emploi » se manifeste aussi d'autres façons. Avant 1962, le FLN avait créé sa propre équipe de football, constituée de joueurs se revendiquant algériens. Une tournée effectuée dans plusieurs pays a permis une reconnaissance symbolique d'une Algérie indépendante de la France.

Le 2 octobre 1968, dix jours avant l'ouverture des Jeux olympiques, une fusillade éclate sur la place des Trois-Culture de Mexico suite à une manifestation étudiante. Ce massacre dit de Tlatelolco fera entre 200 et 300 morts. Le président du CIO déclara : « *Les jeux de la 19^e Olympiade, cet amical rassemblement de la jeunesse du monde, dans une compétition fraternelle, se poursuivront comme prévu.* (...)



Quand le Black Power s'invite aux JO de 1968. DR

S'il y a des manifestations sur les sites olympiques, les compétitions seront annulées. »

Quelques jours plus tard, à l'issue de la finale masculine du 200 mètres, les coureurs étatsuniens Tommie Smith et John Carlos, arrivés premier et troisième du 200 mètres, protestent contre la ségrégation raciale aux USA, en baissant la tête et en pointant lors de l'hymne américain leur poing ganté de noir vers le ciel, sur le podium de la remise des médailles. Enfin, plus récemment, à l'occasion de la Coupe du monde de football de 2014, l'espérance de retombées économiques conduit le gouvernement brésilien à engager des dépenses pharaoniques et à expulser 150 000 personnes, dont 40 000 pour la seule ville de Rio de Janeiro. Pendant de nombreux

mois et jusqu'à l'ouverture, les manifestations se sont multipliées contre le gouvernement. Ce qui fera dire à Platini : « *Il faut absolument dire aux Brésiliens qu'ils ont la Coupe du monde et qu'ils sont là pour montrer les beautés de leur pays, leur passion pour le football, et que s'ils peuvent attendre un mois avant de faire des éclats un peu sociaux, bah ce serait bien pour le Brésil et puis pour la planète football, quoi...* »

Robert Pelletier

1 – Au cours du match, un joueur soviétique donne un coup de tête à un joueur hongrois. Les deux équipes en viennent aux mains, et plusieurs joueurs sont blessés dans la piscine. La police australienne doit intervenir pour éviter le lynchage de l'équipe soviétique par les spectateurs. La Hongrie est déclarée vainqueur et remportera la médaille d'or en finale, l'URSS la médaille de bronze...

2018, 2022, 2024 : COMBATTRE LA LOGIQUE « DU PAIN ET DES JEUX »

Différents événements sportifs mondiaux à venir font déjà polémiques et cristallisent une opposition grandissante.

Parmi ceux-ci, les Mondiaux de football de Russie en 2018 et au Qatar en 2022. Et la candidature de Paris pour les Jeux olympiques en 2024 a pour l'instant, et malgré les efforts conjugués de l'État et de la mairie, plus vaincu que convaincu...

Vous avez aimé les Jeux olympiques d'hiver de Sochi, vous adorerez le Mondial en Russie dans deux ans !

De Sochi au Mondial 2018, la polémique

On s'en souvient, les derniers Jeux olympique d'hiver à Sochi avaient été l'objet de nombreuses critiques. D'abord un coût total délirant : 37 milliards d'euros, les JO les plus chers de l'histoire, loin devant ceux de Pékin (26 milliards) et ceux de Nagano (14,6 milliards d'euros, le record pour des Jeux d'hiver). À cela il a fallu ajouter les délires patriotiques poutiniens, les lois liberticides, la guerre en Ukraine, l'homophobie d'État quasi officielle, etc.

Mais visiblement tout cela n'a pas dégoûté la FIFA : il faut dire que, comme pour l'attribution du Mondial au Qatar en 2022, les conditions dans lesquelles le vote a eu lieu en 2010 font aujourd'hui l'objet de suspicions d'irrégularités, de trafics d'influence, voire d'arrangements mafieux...

Comme pour les JO de Sochi, les budgets explosent, passant d'une estimation de 10 milliards d'euros à au moins deux à trois fois plus aujourd'hui : les stades bien sûr mais aussi les routes et autoroutes, aéroports, hôtels de luxe, zones commerciales, etc. Le dernier Euro de football nous a aussi donné il y a quelques jours un avant-goût de la violence raciste et xénophobe des groupes de supporters ultras, soutenus en haut lieu au nom des valeurs de la Russie...

Aussi des appels au boycott ont été lancés, minoritaires mais réels. Ainsi la Pussy Riot Nadejda Tolokonnikova, « *Le peuple ne croit ni aux JO, ni à la Coupe du monde. Cela ne sauvera pas la Russie. Le peuple espère autre chose. Les Russes se rendront peut-être compte qu'on ne dépense pas l'argent pour les bonnes raisons : la santé, la politique, la culture. On le flambe dans les compétitions sportives qui ne sont d'aucune utilité.* (...) Boycottez la Coupe du monde 2018 en Russie ! » Mais soyons rassurés : malgré les accusations de dopage qui entache ces derniers jours l'ensemble du monde sportif russe ou les tensions diplomatiques de ces dernières années avec Poutine, toutes les instances sportives – UEFA et Michel Platini en

tête – ont bien pris position contre un possible boycott.

Au Qatar, le Mondial de l'exploitation

Ces derniers mois, c'est le Mondial suivant attribué au Qatar pour 2022, qui a été au centre des polémiques. Jouer au football en plein été dans un émirat du Moyen-Orient, aucun problème ? En fait si, beaucoup ! À commencer par les soupçons de corruption qui ont fait jour lors du récent scandale au cœur d'une FIFA largement corrompue... et largement corrompue ! Mais aussi parce que, pour pouvoir pratiquer le ballon rond à une température pouvant atteindre les 41,5 °C, l'organisation qatarie s'est lancée dans la construction de stades couverts et climatisés, dont le futur théâtre du match d'ouverture et de la finale, 80 000 places à Lusail, ville qui sort de terre à une quinzaine de kilomètres au nord de Doha dans le cadre d'un projet pharaonique estimé à 45 milliards de dollars (environ 42,4 milliards d'euros)... Il faut dire que l'ensemble du Mondial coûterait plus de 200 milliards d'euros, un montant équivalent au PIB annuel du Qatar...

Dans ce cadre, de nombreux communiqués et rapports de confédérations syndicales ou d'ONG comme Amnesty international ont donné un cruel coup de projecteurs sur le sort des travailleurs participant aux travaux de construction des stades et infrastructures : conditions de travail et d'hébergement indignes, retards de salaire de plus d'un an, vols de passeport... Au-delà des accusations d'esclavage, c'est

surtout le nombre d'ouvriers morts sur les chantiers qui frappe : 1200 victimes, dont de nombreux Népalais et Indiens, selon la Confédération syndicale internationale. Le comité d'organisation qatari rejette bien évidemment en bloc ces accusations et nie les chiffres.

Mais comme le dit, Mustafa Qadri d'Amnesty, « *C'est une Coupe du monde basée sur l'exploitation* »...

L'olympisme version Paris

« *Ni François Hollande ni Anne Hidalgo n'ont été élus pour servir les intérêts d'institutions sportives affairistes et corrompues.* (...) Dans le contexte de la crise sociale, économique et écologique que connaît la France d'autres priorités s'imposent absolument, aussi bien pour l'emploi, l'éducation, la santé publique, le logement, les transports en commun, la recherche scientifique. » Cet extrait tiré d'une tribune publiée par le *Huffington post*¹, « *La corruption, la fraude et le dopage, disciplines olympiques, Paris ne doit pas courir après les Jeux 2024 !* » résume assez bien les arguments contre la candidature de la capitale à l'organisation des JO de 2024. Depuis le 16 septembre 2015, Paris est officiellement ville candidate, en concurrence avec Budapest, Los Angeles, et Rome (Hambourg a dû se retirer après un référendum sur la question fin novembre 2015). Quelque mois plus tôt, le Conseil de Paris, poussé par la maire PS Anne Hidalgo, avait approuvé à une très large majorité l'engagement de la capitale.

Une belle unanimité allant de la droite UMP au PCF, à l'exception notable des élus d'ÉELV et de Danielle Simonnet du PG (à l'origine d'une pétition début 2015 demandant la non-candidature de la capitale²).

Pour cette dernière, les JO sont taillés « *pour les multinationales, pas pour répondre aux besoins de la population.* (...) Les multinationales vont se remplir les poches, notamment grâce aux exonérations fiscales. (...) Il y a une logique capitaliste inhérente au Comité international olympique. (...) Les investissements iront dans de grands projets en oubliant les équipements de proximité ». Des propos auquel on ne peut que souscrire. Ces peut-être futurs JO parisiens sont notamment annoncés avec un budget prévisionnel total d'environ 6,2 milliards d'euros (dont 3 milliards sur fonds publics...). Or, durant ces trente dernières années, aucun budget annoncé pour les JO d'été n'a été respecté : doublé pour les JO de Londres, d'Athènes, de Sydney, de Barcelone et de Séoul... jusqu'à une multiplication par 12 pour les JO de Pékin en 2008 !

À l'évidence, de l'argent il y en a ! Ne pourrait-il pas servir à autre chose qu'à engraisser les géants du BTP et le CIO ? Paris 2024, grand projet inutile imposé...

Manu Bichindaritz

1 – http://www.huffingtonpost.fr/fabien-ollier/candidature-paris-jo_b_8960088.html?utm_hp_ref=france

2 – <https://www.change.org/p/anne-hidalgo-jeux-olympiques-2024-paris-ne-doit-pas-candidater>

ROYAUME-UNI

Après le Brexit, instabilité et défis pour la gauche

Les ondes de choc du Brexit sont loin d'avoir fini d'impacter la société britannique. Si les deux principaux partis (conservateur et travailliste) ont été sérieusement secoués, l'avenir n'est nullement écrit dans le marbre. Le mouvement social et l'ensemble de la gauche réussiront-ils à profiter de l'instabilité et à peser dans les mois à venir ?

Le Parti conservateur, fortement divisé pendant le référendum, a retrouvé un semblant de sérénité après l'explosion en plein vol du camp pro-Brexit. La mission de la nouvelle Première ministre, Theresa May, une anti-Brexit mais néanmoins eurosceptique, sera de jouer l'apaisement. Mais avec la perspective de longues et épineuses négociations avec l'Union européenne et la possibilité d'un nouveau référendum sur l'indépendance de l'Écosse, le ciel est loin d'être au beau fixe pour les conservateurs.

Crise du Parti travailliste

Depuis l'élection de Corbyn à la tête du parti en 2015, la grande majorité des députés travaillistes (héritiers des années Blair) attendaient le moment pour pouvoir le déloger. Prêtextant la « tiédeur » de Corbyn dans la campagne pour rester dans l'UE, ils se sont lancés à l'assaut, avec d'abord la démission groupée d'une vingtaine de membres de son cabinet fantôme et un vote majoritaire de censure, puis en nourrissant une campagne médiatique d'une grande violence. Ils ont sans doute pensé que cela suffirait pour que Corbyn jette l'éponge. Mais s'appuyant sur son élection très majoritaire par les membres et affiliés du parti, il refuse de partir et passe à l'offensive, ce qui a encouragé des manifestations pour le soutenir et des adhésions massives au parti. 100 000 auraient adhéré depuis le référendum pour atteindre aujourd'hui plus de 550 000 membres. Le nombre le plus élevé depuis les années 1970.



À Londres, lors de la manifestation du samedi 16 juillet. DR

Depuis, les députés blairistes et l'appareil du parti multiplient les manœuvres bureaucratiques pour le battre : tentative de l'écartier de la prochaine élection, interdiction de voter pour les membres récents, et une augmentation (pour les sympathisantEs) de la somme à payer pour participer à l'élection, de 4 euros en 2015 à 40 euros...

Des espaces pour la gauche

Il y a un an, la campagne très à gauche de Corbyn avait mobilisé des centaines de milliers de personnes, politisé une nouvelle génération et galvanisé d'anciens membres et sympathisantEs. Le même scénario risque de se reproduire avec cette fois une éventuelle scission par les droitiers en cas d'échec, aidés en cela par les riches donateurs au Labour dans le monde des affaires.

Il y a un an, une partie de l'électorat populaire de l'UKIP a commencé à être attirée par le discours de Corbyn et l'alternative qu'il présentait face à la politique des deux grands partis pro-système. Mais tout n'est pas simple. La décision de Corbyn (pour des raisons de tactique interne au parti) de voter pour rester dans l'UE lui a enlevé sans doute une occasion de s'adresser à ces électeurs anti-système et de les détourner des sirènes racistes de l'UKIP. D'autre part, une partie de l'entourage et des soutiens de Corbyn a tendance à mettre l'accent sur l'importance de gagner les élections en 2020. Autant la gauche radicale ne peut que se réjouir des prises de positions antiracistes, anti-austérité et antiguerre de Corbyn et doit le défendre contre les sociaux-libéraux, autant attendre 2020 serait une erreur. C'est dès maintenant que les mobilisations dans la rue et dans

les entreprises doivent changer le cours des choses.

Riposter à la droite raciste et réactionnaire

La campagne nauséabonde de la droite raciste pro-Brexit a certes laissé des traces avec une augmentation importante des agressions et des insultes anti-migrants et islamophobes. Mais cette droite (et extrême droite) ne sort pas de sa victoire avec la confiance ou la cohésion que certains lui avaient prêté. Plus important, les signes d'une résistance, signes déjà présents pendant la campagne, continuent à se manifester. Avant le référendum, le convoi de soutien humanitaire mais très politique aux réfugiés de Calais organisé par la gauche radicale et d'importants syndicats, avait surpris par sa taille et sa détermination. Depuis, en plus des soutiens à Corbyn, des manifestations « spontanées » de milliers de personnes en solidarité avec celles de Black lives matter aux USA ont été impulsées par les victimes du racisme en Grande-Bretagne dans plusieurs villes britanniques. Puis le 16 juillet dernier, à l'appel de Stand up to racism et de People's Assembly, 10 000 personnes ont manifesté à Londres contre l'austérité et le racisme. Dans les mois à venir, les occasions ne manqueront pas de manifester sa colère. Qu'ils aient voté pour ou contre le Brexit, la gauche radicale et les soutiens de Corbyn auront un rôle important à jouer dans la construction des mobilisations unitaires nécessaires.

Ross Harrold

ALLEMAGNE

Des amalgames racistes sans prise ?



Dimanche 24 juillet, Würzburg résiste au racisme. DR

Ce dimanche 24 juillet, l'opinion publique allemande a appris de nouvelles actions violentes, dans lesquelles des réfugiés récemment arrivés dans le pays étaient impliqués...

Alors qu'à Reutlingen, au sud-ouest du pays, un Syrien a attaqué une femme avec une machette (il n'y aurait aucun contexte idéologique, mais il s'agirait d'un « crime passionnel » selon le jargon de la police), une explosion a fait un mort – son auteur – et douze blessés. L'attentat, commis à Ansbach, en Bavière par un autre ressortissant syrien, était dirigé contre un festival de musique. Un lien avec le courant djihadiste et le prétendu « État islamique » ne serait « pas exclu ». Il est trop tôt pour en mesurer les conséquences politiques à court et moyen terme. Jusqu'ici, le débat alimenté par des crimes précédents était tendu, mais n'avait pour le moment rien à voir avec l'hystérie politique actuellement mise en scène en France. À l'heure où Nicolas Sarkozy évoque une « guerre totale », François Fillon une « guerre mondiale » et où le député LR Georges Fenech propose « un Guantanamo à la française », le débat allemand semble jusque-ici presque marqué par la modération. Certes, au royaume des aveugles, le borgne fait figure de roi... Trois jours après l'attentat meurtrier de Nice, l'Allemagne avait elle aussi connu une attaque horrible. Certes, il n'y a pas eu de dizaines de morts comme sur la Côte d'Azur, mais l'acte violent d'un adolescent de 17 ans de nationalité afghane, arrivé en Allemagne comme réfugié mineur isolé, a tout de même produit des images sanglantes. Brandissant une hache à bord d'un train régional à proximité de Würzburg (Bavière), il a blessé cinq personnes, dont quatre appartenant à une même famille chinoise en voyage.

Les réactionnaires à l'offensive

Les tenants d'un discours amalgamant délibérément « immigration » et « terrorisme » ne manquent pas en Allemagne. Ainsi l'hebdomadaire d'extrême droite *Junge Freiheit* (« Jeune Liberté », plutôt national-conservateur et intellectuel) a actuellement titré en Une sur « Cette terreur importée ». Un titre suggérant évidemment un lien entre les événements de Nice, de Würzburg et l'immigration. Sur son blog, l'avocat et journaliste Nicolaus Fest durcit encore plus le ton. Fest a été pendant quelques mois, en 2013 et 2014, rédacteur en chef adjoint du journal tabloïd dominical *Bild am Sonntag*. Bien qu'il s'agisse d'un journal ancré à droite souvent qualifié de « populiste », Fest a quitté son poste en septembre 2014, après avoir publié deux mois plus tôt un article hostile aux musulmans « non intégrables à cause de leur culture ». Au sein de la puissance économique hégémonique en Europe, la maison de presse aux forts tirages veille aux équilibres politiques... Et depuis, le discours public de Nicolaus Fest s'est encore radicalisé. Dans un récent article publié sur son blog, il prend prétexte de la tuerie de Nice ou de l'agression de Würzburg pour inciter à la haine contre les populations musulmanes. Il écrit ainsi : « L'islam n'est pas raisonnablement séparable de l'islamisme. (...) La terreur vient bien directement de l'islam. » Mais de telles voix sont heureusement minoritaires à l'heure actuelle. La chancelière Angela Merkel a bien pris soin de déclarer, tout en condamnant évidemment l'attaque de Würzburg, à travers son porte-parole Steffen Seibert : « L'acte horrible d'un individu ne peut pas jeter le discrédit sur un grand groupe humain » (parlant des musulmanEs). Lundi 25 juillet, le ministre de l'Intérieur lui-même, Thomas de Maizière, un homme de droite, a déclaré : « Nous ne devons pas porter de soupçon généralisé contre les réfugiés, même s'il y a des procédures qui sont engagées dans des cas isolés. »

Il faut donc espérer que le climat général ne bascule pas à cause des nouveaux événements du week-end dernier.

Bertold du Ryon

USA Républicains ou démocrates, « la loi et l'ordre » de Wall Street

Donald Trump a été investi, sans surprise, à Cleveland, le 21 juillet, lors de la Convention nationale des Républicains, le grand cirque du Grand Old Party (GOP) qui s'est tenu la semaine précédant celle des Démocrates.



Clinton-Sanders. Plus forts ensemble, mais pour faire quoi ? DR

« Make America great again » a été son leitmotiv contre l'Europe, l'OTAN, l'OMC, « l'héritage d'Hillary Clinton : mort, destruction, terrorisme et faiblesse ». Il oublie au passage Bush et la responsabilité des Républicains... Le tout s'accompagne d'une offensive contre les droits démocratiques, contre l'avortement ou le mariage pour tous, d'attaques racistes contre les musulmans... À travers ce méli-mélo réactionnaire, une constante fédère autour de lui, l'hostilité : la haine pour Obama qui se concentre sur Clinton. « Hillary for Prison » était le T-shirt quasi officiel de la Convention !

Clinton, entre Wall Street et Sanders

Dans la foulée, le lundi 25 juillet, s'est ouverte à Philadelphie la Convention des Démocrates... avec le scandale des milliers de mails internes au parti soulignant la partialité de l'establishment contre Sanders. Pas vraiment un scoop ! Mauvais coup de Poutine en soutien à Trump ? Qu'importe, « Bernie » a apporté son soutien à Hillary, « Trump est une brute et un démagogue ». Un soutien désapprouvé, voire conspué par une large fraction de ses partisans lors de la première journée de la Convention toute

entière vouée à l'éloge de Clinton, vantant son amour du peuple. Généreuse et progressiste, première femme candidate à la présidence, certes, mais surtout la candidate de Wall Street, de l'establishment, affichant son expérience du pouvoir comme celle de son colistier, le sénateur de Virginie Tim Kaine. « Je suis ennuyé », dit-il de lui-même. Il est surtout destiné à rassurer l'électorat hésitant entre Trump et Clinton. Il se dit notamment clairement opposé à l'IVG...

Clinton parie sur le « tout sauf Trump » pour avoir les voix sur sa gauche, sauf que pour bien des jeunes, des travailleurs qui se sont reconnus en Sanders, « le moindre mal »... reste un mal inacceptable. Quelle que soit l'issue des numéros à venir du cirque électoral, la réponse à la montée des préjugés réactionnaires et racistes, à l'offensive contre les droits sociaux ou au militarisme guerrier, ne pourra venir que de l'intervention directe des travailleurs et des classes populaires, des Noirs et de la jeunesse. Une « révolution politique » ? Bien plus, une révolution politique et sociale pour enlever aux milliardaires leur mainmise sur la société.

Yvan Lemaitre

Il a réussi son OPA sur un parti ébranlé qu'il est loin d'avoir rassemblé. L'establishment du parti a boycotté la Convention, et Ted Cruz, le rival éconduit, a pris sa revanche sur celui qui l'avait surnommé « Ted le menteur » en refusant de lui apporter son soutien.

Le milliardaire « champion du peuple »

L'affaire avait mal commencé avec le scandale du plagiat par Melania Trump d'un discours de Michelle Obama, plagiat qui soulignait surtout les convergences de « valeurs » dans ce milieu des sommets du monde politique et de la bourgeoisie où se mélangent la morale protestante, le Far West et le messianisme évangéliste...

Le milliardaire, aujourd'hui en 324^e position dans le classement Forbes des plus grandes fortunes, entouré de trois amis qui viennent respectivement en 262^e, 638^e, 722^e position, et de sa dévouée famille, a vite repris les choses en main : « Je suis votre voix »... s'adressant à « ceux qui travaillent dur alors que plus personne ne parle en leur nom », victimes d'un « système truqué » dont bénéficient uniquement « les élites »...

Le démagogue a joué des peurs contre les 180 000 migrants dits illégaux qui « vont et viennent librement ce soir pour menacer les citoyens paisibles. [...] Le crime et la violence qui affectent aujourd'hui notre nation vont bientôt prendre fin. » Il est « le candidat de la loi et de l'ordre », celui du « droit à l'autodéfense donné par Dieu »...



En bref

Air France Décollage immédiat de la grève.

Les hôtesses et stewards d'Air France sont en grève du 27 juillet au 2 août à l'appel d'une intersyndicale des navigants (UNSA PNC, SNPNC/FO, SUD Aérien, SNGAF, CFTC). La CFDT a finalement suspendu son préavis, et la CGT, tout en « soutenant » la grève, n'y appelle pas... Au cœur du conflit, la renégociation de l'accord collectif déterminant les conditions de travail et de rémunération des personnels navigants commerciaux (PNC). L'actuel accord doit arriver à expiration à l'automne. Il est le résultat du précédent plan d'entreprise Transform 2015 et avait coûté beaucoup aux PNC : réduction des équipages et des temps de repos, flexibilité accrue, perte de rémunération... Malheureusement, la plupart des syndicats PNC qui appellent aujourd'hui à la grève ne remettent pas en cause toutes les attaques déjà subies avec l'accord Transform... qu'ils avaient signé en 2012!

Devant la grogne des hôtesses et stewards, le nouveau PDG d'Air France arrivé début juillet, Jean-Marc Janaillac, propose une trêve en reconduisant l'accord actuel, mais seulement pour 18 mois au lieu des 60 habituels, et avec au passage de nouvelles réductions dans le nombre de PNC par équipage. Il a déjà agi de même avec les pilotes qui se sont mis en grève fin juin. Temporiser semble donc être pour le moment le seul objectif de ce nouvel arrivant proche de François Hollande. Le seul mandat qu'il aurait reçu serait donc de calmer le jeu à Air France, sous les feux de la rampe depuis « l'affaire de la chemise » ? Combien de temps ? Au moins jusqu'à la prochaine élection présidentielle ! Pour la suite, le nouveau PDG aurait déjà annoncé en privé ne pas être à Air France pour y rester très longtemps. Les salariés de la compagnie peuvent donc s'attendre à un nouveau changement en 2017. Dans ce contexte, l'intersyndicale centrale d'Air France tient bon. Elle publie un tract commun, avec les syndicats appelant à la grève ou non, réaffirmant ses principales revendications et sa volonté de voir changer la gestion de l'entreprise. Air France est une compagnie qui se porte bien. Mais si les PDG valsent, le plan d'entreprise lui reste globalement le même : austérité à tous les étages !

Face à cela, les militantEs anticapitalistes feront tout pour que l'intersyndicale soit une force de propositions pour améliorer tant les conditions de travail et de rémunération des salariéEs que de voyage des passagers, et d'action pour imposer ces améliorations.

Bure Pause toute relative...

Après une période intense de mobilisations, d'actions, d'occupation et de réoccupation depuis le mois de juin (voir *L'Anticapitaliste* n°345 et 346), et alors que la fatigue se fait ressentir en plein #Eted'urgence (c'est ainsi qu'est nommée la période par les opposantEs), il a été décidé collectivement de faire une pause dans l'occupation du bois, avant d'y revenir plus nombreux les 13 et 14 août prochains. L'Andra continue la construction d'un mur de la honte de 2 mètres de haut sur plusieurs kilomètres de long tout autour de la forêt. Le 19 juillet, un camion de travaux chargé de portions de mur a été bloqué pendant 2 heures par des dizaines d'opposantEs et « redécors ». Des gardes mobiles sont arrivés pour protéger le camion... à coups de matraque. Des interpellations ont eu lieu, mais tous ont été relâchés. Toute la semaine, les entreprises prestataires ont été prises à partie de différentes manières (coups de téléphone, fax, tags, discussions avec les salariéEs). Vendredi 22 juillet, une nouvelle barricade a été érigée à l'entrée sud du bois, puis enflammée après de nouveaux face-à-face très tendus avec les gardes mobiles. Le lendemain, une ballade en forêt avec une équipe de naturalistes a été organisée, avec pique-nique et repérage actif... Le calme avant la tempête. Les médias locaux sont plutôt favorables pour l'instant à nos actions, un sondage organisé par *L'Est républicain* indiquant même 80% de personnes favorables à l'occupation du bois. Soyons donc nombreuses et nombreux à converger dans les jours qui viennent pour stopper les travaux, et soyons des milliers le 13 et 14 août pour reprendre le bois !

TRAVAILLEURS DÉTACHÉS Aller jusqu'au bout, supprimer le dispositif

Une nouvelle directive sur le détachement est en négociation à Bruxelles. Manuel Valls demande à la Commission européenne d'harmoniser par le haut les cotisations sociales versées sur les salaires des travailleurs détachés et menace de ne plus appliquer les directives européennes. Chiche ?

Il n'est en effet pas question d'une telle harmonisation dans le projet présenté par la Commission européenne en mars dernier, qui aménage les directives de 1996 et 2014 sur le détachement, en proposant par exemple de limiter à 24 mois la durée du détachement (délai au-delà duquel l'ensemble des règles du pays d'accueil viendraient à s'appliquer) ou d'accorder aux travailleurs détachés l'égalité de rémunération (primes incluses) avec les salariéEs locaux. Actuellement seul le salaire minimum du pays d'accueil est dû... Les États membres auraient même la possibilité d'imposer au sous-traitant étranger de payer l'équivalent de la rémunération des salariéEs de l'entreprise nationale donneuse d'ordre. Cela en est déjà trop pour les pays de l'Est européen qui refusent de telles modifications susceptibles de renchérir le coût de la main-d'œuvre qu'ils détachent vers la France, l'Allemagne ou le Royaume-Uni. La France, qui soutient le projet, joue pour sa part la surenchère. C'est qu'entre-temps le Brexit est passé par là : il faut répondre aux craintes des opinions publiques

Le mécanisme du détachement permet à toute entreprise d'un État membre de l'Union européenne de faire travailler dans un autre État membre ses salariéEs (quelle que soit sa nationalité), en principe pour des prestations ponctuelles. L'entreprise étrangère doit alors appliquer une partie de la réglementation du pays d'accueil (santé-sécurité, durée du travail, salaires minimaux) mais continue à verser les cotisations sociales au taux du pays d'origine.



parfaitement conscientes que l'Union européenne est elle-même responsable du dumping social, et de plus en plus sensibles aux arguments xénophobes du travailleur détaché voleur du pain du travailleur national, récemment repris ici même par Mélenchon (voir *L'Anticapitaliste* n°346).

L'esbroufe de Valls

Le Premier ministre français entend ainsi dire aux pays de l'est de l'Europe qu'ils risquent gros à ne pas

accepter un durcissement des règles (la fermeture du marché français). Sur la scène politique intérieure, cela lui permet de retrouver un peu de crédit à gauche en s'érigeant en défenseur de la cotisation sociale, tout en occupant le terrain sur lequel le FN domine.

Sa position relève pourtant largement de l'esbroufe. Les directives de 1996 et 2014 ont été transposées dans le Code du travail et l'abrogation de ces dispositions exposerait la France

à de lourdes sanctions financières. La France se placerait en outre en rupture avec l'un des principes fondamentaux des traités européens, la liberté de prestation (et de faire des profits) sur tout le continent. Pousser le bouchon un peu trop loin contribuerait à approfondir la crise de l'Union, à l'heure où les bourgeoisies nationales s'affrontent sur la manière de gérer le Brexit ou cherchent, à l'instar de la Hongrie, à s'affranchir de certaines règles.

Un salarié français moins cher qu'un travailleur détaché...

L'ironie de l'affaire, c'est que Valls se prend au piège de sa propre politique. Début juillet, le rapporteur général au budget pointait ainsi que, grâce au CICE et au pacte de responsabilité, un salarié français payé au SMIC, cotisations sociales comprises, était désormais moins cher qu'un travailleur détaché polonais, roumain ou portugais payé au même niveau (en théorie du moins puisque les assiettes de cotisation varient d'un pays à l'autre). L'alignement par le haut des cotisations sociales supposerait donc que le gouvernement en finisse avec sa politique d'exonération à haute dose...

Cela nous irait très bien, et c'est pourquoi la gauche devrait mettre Valls au défi de tenir bon et d'aller jusqu'au bout de la logique : la suppression du dispositif du détachement, forme légale de marchandage, et l'embauche des travailleurs étrangers par les entreprises donneuses d'ordre avec les mêmes droits que les travailleurs nationaux.

Comité inspection du travail Île-de-France

LAIT Une crise fabriquée au bénéfice des industriels

L'été dernier avait été marqué par les manifestations des éleveurs de porc étranglés par une baisse des prix qui ne permettait plus à la plupart d'entre eux de dégager un revenu et même de couvrir leurs charges...

Le gouvernement avait réagi par des allègements de cotisations sociales, des aides d'urgence indispensables qui ne réglaient rien pour l'avenir. La politique cogérée avec la FNSEA s'inscrit dans le cadre de la concentration à tous les niveaux de la filière au nom de la compétitivité. Un an plus tard, c'est au tour des producteurs de lait. La surproduction provoque la baisse des cours et menace des éleveurs de ruine, notamment ceux qui se sont lourdement endettés ces dernières années avec la fallacieuse promesse d'une expansion indéfinie des marchés. La crise n'est pas conjoncturelle, liée aux conditions climatiques. Elle procède d'une incitation à produire toujours plus. Pour le lait, la hausse de production constatée à divers niveaux dans tous les pays européens est liée à la suppression des quotas. Les industries laitières sont un des fleurons de l'agroalimentaire : c'est Nestlé qui est en tête du palmarès mondial des entreprises, et pour la France, les deux figurant parmi les 15 plus importantes sont Nestlé et Lactalis. Le chiffre d'affaires total des industriels français est de 28 milliards, dont 20% à l'exportation. Mais l'expansion rapide des



L'or blanc aux mains de quelques gros producteurs. PHOTOTHÈQUE ROUGE/BABAR

dernières décennies ralentit : la consommation des produits porteurs, fromages et desserts lactés, est élevée et n'a plus guère de marge de développement. Le lait de vache est moins bonne presse et la contestation des conditions d'élevage peut aussi toucher ce secteur.

500 millions d'euros... Et après ?

Avec la suppression des quotas, les pays producteurs européens espéraient accroître leur part du marché mondial, mais le pari a échoué du fait de l'embargo russe et d'une moindre demande chinoise. Les

pays importateurs tentent de développer leur production. Le mythe d'un accroissement de la compétitivité pour vendre à l'export se dégonfle, il ne reste qu'une guerre des prix. Les industriels peuvent se réjouir, la baisse du prix du lait préserve leurs profits. Ils rêvent de beaucoup de « fermes des mille vaches », laissant à la marge un réseau de producteurs labellisés pour satisfaire les gastronomes. Les quotas font des nostalgiques parmi les gouvernants qui ont œuvré à leur suppression. Chacun appelle à la régulation. Mais

si maîtriser la production est indispensable, cela ne suffira pas à sauver les producteurs. L'instauration des quotas en 1984 s'est accompagnée d'un « plan social » éliminant les moins performants, les petits exploitants, avec la prime à la cessation d'activité laitière. La concentration s'est poursuivie ; depuis dix ans, sous le régime des quotas, 4% à 5% des exploitations laitières ont disparu chaque année. On a maintenu les prix, pas les paysans !

L'Union européenne a donc trouvé 500 millions d'euros. Et après ? L'élevage industriel est non seulement une catastrophe écologique et une maltraitance permanente des animaux, mais c'est aussi une impasse... sauf pour une poignée de profiteurs. Des élevages hors sol avec des aliments à base de grains importés peuvent être délocalisés du jour au lendemain. S'opposer à tous les projets de fermes de mille vaches n'est pas du passivisme. Mais il faut aussi répondre à la question cruciale de la rémunération du travail des paysans et ne pas hésiter à demander un moratoire de leurs dettes et l'annulation de celles qui sont illégitimes.

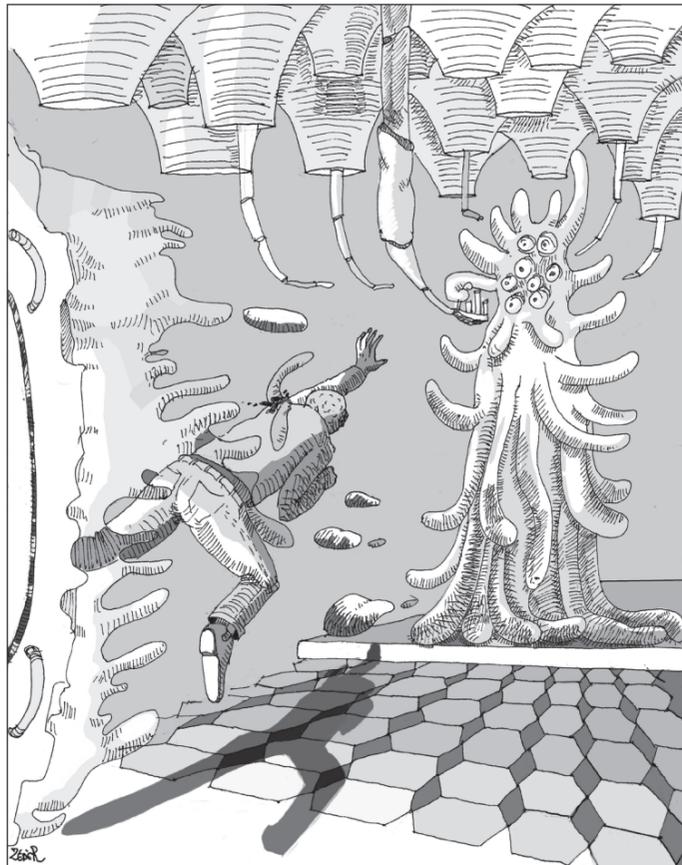
Gérard Florenson

Feuilleton de l'été

Le disparu de Nuit debout

ÉPISODE 4 Une mésaventure qui aurait pu se terminer plus mal

Les journées terriennes étaient beaucoup plus courtes que nos cycles. Je consacrais celles-ci à parcourir les rues et à interroger les passants. Du moins à essayer car aucun ne s'arrêtait. Quand je revins place de la République, il y avait encore beaucoup plus de monde que la veille. Je distinguai une rangée d'hommes, tous habillés de la même manière. Je crus qu'il s'agissait des postiers car mon encyclopédie intergalactique m'avait appris qu'ils portaient un uniforme. Mais, comme je m'approchais à la recherche de Josiane, l'un d'eux brandit un objet d'une nature inconnue et me frappa violemment. Je ne ressentis qu'une faible sensation désagréable, mais mon enveloppe métabolique avait été endommagée, ce qui était fort ennuyeux car Hydra 8 risquait de me le reprocher. Un liquide visqueux s'échappait de mon épaule déchirée. – *Bordel, je ne savais pas que les bougnoules avaient du sang vert, dit l'un des hommes en uniforme, avec une expression que mon décodeur caractérisa comme « dégoûtée ».* Je voulus m'approcher de lui pour l'interroger sur le sens de cette phrase incompréhensible pour mon dictionnaire et sur les motivations de son comportement, mais un de ses voisins me donna un coup plus violent encore qui me fit perdre mon équilibre. Et comme je crois vous l'avoir dit, c'est beaucoup plus difficile de tenir debout sur deux jambes que sur six tentacules. Ils m'entourèrent, de sorte que je ne vis bientôt plus qu'une masse sombre, et se mirent à me donner des coups de pieds. – *Vous n'êtes pas des postiers ? eus-je le temps de demander avant de m'évanouir.* Quand je repris connaissance, je me trouvais dans la cabine de téléportation. – *Le système d'alerte, de dématérialisation quantique et de reconstitution cellulaire a parfaitement fonctionné, dit le technicien. Je vous l'avais dit, cette cabine fonctionne très bien, c'est vous qui ne savez pas vous en servir.*



Les tentacules du chef de service s'agitèrent pour signifier son irritation, mais il ne protesta pas. – *En tout cas, son enveloppe n'est pas en bon état. Je ne sais pas du tout si elle sera réparable. Et ça va coûter la peau de ventouse à l'université, si vous voulez mon avis.* *** – *Vous êtes fier de vous, Azathoth ? me lança Cthulhu, quand je me présentai dans sa bulle le cycle suivant, après m'être remis de ces émotions. J'espère au moins que vous allez nous pondre une thèse de haut niveau, sinon vous pouvez dire adieu à votre doctorat.* – *J'ai recueilli en effet des éléments très intéressants sur la société terrienne, dis-je. En fait, ça dépasse le cadre de la science politique intergalactique.*

Par exemple, sur leur sexualité, mais je ne suis pas resté assez longtemps sur place pour avoir la certitude que les coups que m'ont donné ces hommes relèvent d'une forme d'expression ou de frustration sexuelle... – *Vous avez le droit d'émettre des hypothèses sans leur apporter de réponse catégorique. Restez modeste.* – *J'ai aussi le sentiment que les êtres qui se réunissent place de la République, en dépit de leur étrangeté, aspirent à construire une société qui, par certains aspects, ressemble à la nôtre, bien qu'ils semblent idéaliser cet univers futur.* Les deux tentacules latérales de Cthulhu se tortillèrent, tandis qu'il émettait un son que mon dictionnaire intergalactique aurait défini

comme un ricanement en langue terrienne. – *Je suis bien placé pour vous dire que notre monde connaît toujours des problèmes, bien que nous ayons depuis des millions de cycles dépassé le stade que vos amis de Nuit debout désignent sous le terme de « socialisme ».* Cette fois, je dois avouer que Cthulhu m'impressionna. Il en savait beaucoup plus sur la planète Terre qu'il ne me l'avait laissé entendre lors de l'entretien qui avait précédé mon voyage spatiotemporel. J'avais en effet entendu maintes fois ce terme de « socialisme » place de la République, et je ne l'avais pas utilisé en présence de mon maître de thèse. À moins qu'il n'ait utilisé la télépathie et cherché à me bluffer... ***

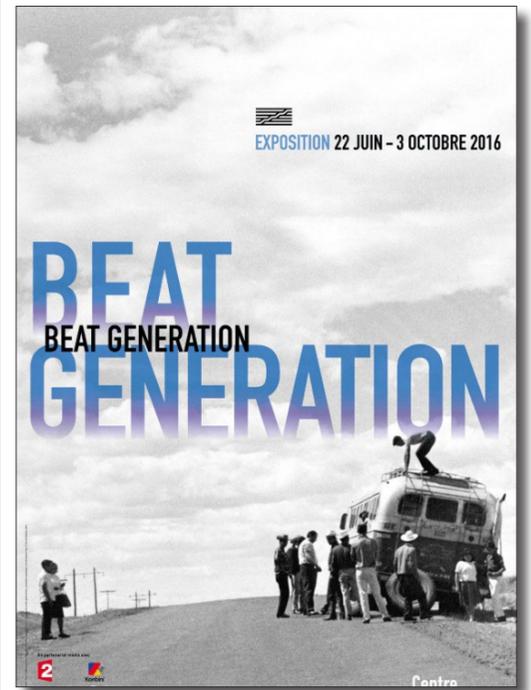
Extrait de *Mediapart*
Le mystère de la Place de la République reste entier.
Le ministère de l'Intérieur a formellement démenti toutes les rumeurs qui courent sur la mort d'un jeune homme. Selon nos sources, aucun hôpital n'a accueilli de victime correspondant à sa description... ***

Cthulhu effleura l'image tridi d'une de ses tentacules supérieures et fit disparaître l'article de *Mediapart*. – *Vous en avez fait de belles, Azathoth. Vous n'ignorez pourtant pas que notre charte interdit rigoureusement toute intervention à caractère politique, économique, militaire ou autre dans les sociétés que nous sommes autorisés à visiter.* J'optai pour l'attitude la plus raisonnable : faire profil bas en rangeant sagement mes tentacules le long de mon corps en signe d'humilité. – *Bien, si vous nous sortez une belle thèse, nous oublierons ces maladroites anecdotes. Il ne me paraît pas indispensable d'en informer la direction de l'université. De toute manière, cette planète est si arriérée qu'il faudrait des millions de cycles avant que ses habitants ne soient en mesure de déposer une plainte contre nous en bonne et due forme devant les institutions intergalactiques. D'ici là, on peut supposer que cette société barbare connaîtra des soubresauts et des conflits sociaux d'une toute autre envergure et finira par évoluer vers des formes d'organisation plus civilisées...*
Gérard Delteil

Exposition

« Beat Generation »

Jusqu'au 3 octobre au Centre Pompidou (Paris)



Le Centre Pompidou présente « Beat Generation », rétrospective consacrée au mouvement littéraire et artistique né à l'initiative de trois jeunes écrivains, William Burroughs, Allen Ginsberg et Jack Kerouac, à partir de leur rencontre à New York, à Columbia University, en 1944. Le mouvement se déplace à San Francisco, puis, entre 1957 et 1963, à Paris.

Le mot « beat » désignait depuis le 19^e siècle un vagabond du rail voyageant clandestinement à bord des wagons de marchandises. Il avait aussi le sens de « fatigué » ou « cassé » en argot. Il fait référence à une génération perdue, à la rue, battue, « au bout du rouleau »... Jack Kerouac, devenu la principale figure du mouvement après la publication de son livre *Sur la route* en 1957, lui donne un sens plus offensif, « dans la dêche, mais rempli d'une intense conviction ». En effet, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et aux premiers jours de la Guerre froide, l'émergence de la Beat Generation bouscule l'Amérique puritaine et maccarthyste. Elle ouvre la voie à la contestation, à la libération culturelle, sexuelle, aux aspirations de la jeunesse des années 1960. Les jeunes étudiantEs se dressent contre le conservatisme en affirmant leur liberté d'expression à travers les arts, mais aussi en rompant les tabous en particulier contre l'homosexualité.

Une contestation globale et pragmatique

La Beat Generation a voulu bousculer toutes les certitudes de l'american way of life. Elle a ainsi contribué aux mouvements de mai 1968, à l'opposition à la guerre du Vietnam, et a aussi nourri les mouvements hippies de Berkeley et Woodstock. Elle a voulu redonner un contenu moderne au mythe américain, refusant toutes limites, ce qu'exprime *Sur la route* de Kerouac, une ode aux grands espaces, à l'épopée vers l'Ouest, à la découverte de mondes nouveaux dans tous les domaines. L'éloge de l'aventure, de la curiosité et de la découverte. L'affirmation de la liberté individuelle, le rejet des conventions sociales, s'expriment avec toutes les armes : littérature, cinéma, musique, photographie, peinture, collage, spiritualité ou art de vivre... Elle est une contestation globale et pragmatique, sans la préoccupation de formuler un projet social ou politique dans l'Amérique dominée par l'anticommunisme. L'exposition de Beaubourg en présente la diversité reflétant son caractère touche-à-tout. Elle s'organise autour du rouleau tapuscrit de « *Sur la route* », rouleau papier sur lequel Kerouac a écrit son livre, de part et d'autre diverses salles à entrées multiples... Un parcours stimulant dans un monde en plein bouleversement.

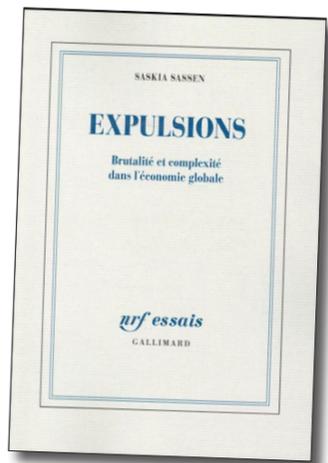
Yvan Lemaître
De 11 h à 21 h. Nocturne jusqu'à 23 h tous les jeudis soirs. Entrée: 14 euros / Tarif réduit: 11 euros.

Essai

Expulsions. Brutalité et complexité dans l'économie globale, Saskia Sassen

Gallimard « NRF essais », 2016, 25 euros

Un capitalisme de l'expulsion ? Auteure de livres ambitieux et importants, en particulier la Ville globale, Critique de l'État et la Globalisation, la sociologue Saskia Sassen cherche dans son dernier ouvrage à proposer rien moins qu'une nouvelle description du monde dans lequel nous vivons.



Nous serions en effet entrés dans une phase inédite du capitalisme, qui – contrairement au capitalisme de l'après-guerre – se caractériserait par une logique systémique d'expulsion : expulsion des travailleurs hors de la sphère productive (avec un chômage de masse à l'échelle mondiale), expulsion des paysans de leurs terres (acquises par des multinationales ou dévastées par le basculement climatique), expulsion par l'incarcération de masse (en particulier aux

États-Unis, qui concentrent un quart de la population carcérale mondiale), expulsion des habitantEs par les saisies immobilières ou les logiques de gentrification, etc. Le livre de Sassen propose ainsi un tableau terriblement suggestif de notre temps, donnant à voir les dynamiques prédatrices inhérentes au capitalisme néolibéral et la brutalité croissante qui en découle pour des centaines de millions, sinon des milliards, d'individus. À ce titre, il mérite à l'évidence d'être lu.

Penser les luttes
Néanmoins, la mise en parallèle de situations extrêmement disparates ne convainc pas toujours et donne un côté fourre-tout au concept d'« expulsion ». En outre, le livre ne parvient pas à proposer un modèle explicatif des transformations qu'a connu le capitalisme au cours des quarante dernières années, l'auteure se refusant à penser le néolibéralisme comme un projet de classe mis en œuvre dans un contexte historique particulier : le règne de la finance est ainsi invoqué

et décrit, mais rien n'est dit sur les causes de son développement et de son emprise. Enfin, les « expulsésEs » n'existent dans ce livre qu'en tant que victimes de logiques qui les dépassent et les broient. Penser leurs luttes persistantes s'avère pourtant crucial, dans la mesure où les reconfigurations économiques, politiques et techniques, constituent – à toute époque du capitalisme – autant de réponses à ces luttes.
Ugo Palheta

« Prendre nos affaires en main, faire de la politique nous-mêmes »

Entretien. Profitons de ce dernier numéro avant la coupure estivale pour donner la parole à **Philippe Poutou**. Comment le NPA et son candidat vont-ils tracer leur sillon dans la campagne présidentielle ?

La campagne électorale s'est engagée dans un contexte particulier: les attentats à répétition, la guerre, l'état d'urgence à rallonge... avec une propagande incessante du gouvernement. Comment faire pour essayer de casser le consensus nationaliste ?

Il y a quelques semaines à peine, nous étions en pleine mobilisation sociale contre la loi travail qui elle-même faisait suite à une longue période pénible dominée par les attentats de 2015, le début de l'état d'urgence, la répression contre les militants écologistes et les salariés en lutte (Air France, Goodyear...), etc. Nous revoil donc dans une situation lourde de dangers. Comment faire pour changer la donne ? C'est évidemment très difficile. Nous n'avons le choix que de nous battre pour nous faire entendre, nous, avec nos idées contestataires, anticapitalistes. Faire entendre une voix contre le nationalisme ambiant, la bêtise chauvine et réactionnaire, convaincre que les réponses sécuritaires ne sont sûrement pas des solutions, et qu'il faut au contraire une réponse internationaliste contre les guerres impérialistes, contre les ventes d'armes, pour le soutien aux peuples du Proche et du Moyen-Orient, pour l'ouverture des frontières et la liberté de circulation... Pour une réponse sociale et solidaire, car combattre le chômage, la précarité, c'est fondamental, et défendre l'égalité des droits pour toutes et tous, combattre le racisme et tous les préjugés, c'est tout aussi fondamental.

Sous la présidence de Hollande, les inégalités et la pauvreté se sont amplifiées. Quels seront les aspects essentiels de la campagne du NPA sur ces points ?

La politique de Hollande, c'est celle de tous les gouvernements précédents, c'est celle des gouvernements partout en Europe, au service des possédants, des banquiers, des capitalistes. Les richesses sont accaparées par la poignée qui dirige le monde, elles sont volées à la grande majorité des populations. La réponse, c'est la réappropriation des richesses, et cela passe par la reconstruction des services publics, une santé accessible et gratuite pour tous, des transports publics gratuits, un monopole public de l'énergie, un système bancaire socialisé mis au service de la population. La répartition des richesses, cela passe aussi par l'interdiction de licencier, par des embauches massives pour tout ce qui est utile à la population, par une réduction du temps de travail et une retraite à 60 ans, pour répartir le travail entre toutes et tous. Les grands projets inutiles et destructeurs doivent être annulés, on doit engager la sortie du nucléaire, les multinationales ne doivent pas pouvoir détruire l'environnement pour leurs profits. Un tel programme est en rupture avec les lois du marché, de la rentabilité, de la rapacité des possédants. Il y a l'idée du contrôle économique par la population, mais il y a aussi évidemment la question du pouvoir politique, un pouvoir que nous ne voulons pas personnel ou pour un parti, même comme le nôtre... Non la question du pouvoir se pose collectivement, à l'échelle de notre camp social: il faut une démocratie réelle, par en bas, avec une population qui discute et décide de ce qui est nécessaire, utile pour la grande majorité.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

Dans un sondage publié le 19 juillet, 71% des Français se déclarent mécontents de la loi El Khomri et 55% jugent que les syndicats ont raison de vouloir poursuivre la mobilisation à la rentrée. Il y a eu la mobilisation syndicale, mais aussi Nuit debout, les comités de mobilisation... Comment peut-on en voir les suites ?

Tous les ans, on espère une rentrée chaude, on se dit que ça va bien finir par péter dans la rue. Pour cette fois, on a toutes les raisons de penser qu'il peut se passer quelque chose. Les 4 mois de mobilisations contre la loi travail vont laisser des traces, et pour un bon moment. Certes, l'arrêt des manifestations cet été, le vote définitif de la loi, le gouvernement qui péroré, tout cela n'augure peut être rien de bon et pourtant... La colère reste bien là contre ce gouvernement, contre le patronat, contre cette société profondément injuste.

La mobilisation a été longue et surtout profonde. Cela n'est pas comparable à la défaite du mouvement des retraites en 2010 qui s'était traduite par une profonde démolition du milieu militant. Avec la lutte contre la loi travail, on revenait de loin, de plusieurs années sans mouvement national. Nous avons renoué avec la mobilisation, nous avons vécu une réelle convergence de différents milieux et secteurs, avec des jeunes, lycéens, étudiants et précaires, avec les intermittents, les syndicalistes, avec le phénomène « Nuit debout ». Les idées de la lutte ont été remises au goût du jour. Grâce aux grèves des cheminots, des éboueurs, du secteur aérien, la classe ouvrière a montré qu'elle existait bien, qu'elle avait les moyens de « bloquer » l'économie, que le camp des exploités pouvait se défendre, riposter, contester le pouvoir et l'ordre établi. Et on a vu en face un gouvernement, un pouvoir qui a utilisé tous les moyens en sa possession pour étouffer la contestation, par le 49.3 ou par la violence de la répression.

Malgré tous les pièges, toutes les faiblesses – et parmi elles les hésitations de l'intersyndicale – le mouvement s'est construit, s'est renforcé, il a tenu. Il n'y a pas la victoire au bout mais le gouvernement a véritablement chancelé. Et surtout, des collectifs militants se sont construits, regroupant des secteurs militants divers, conscients du lien qu'il y a à faire entre les batailles sociales, environnementales ou antiracistes, comme dans la solidarité avec les migrantEs. Un mouvement de « gauche », profond, qui laisse donc espérer une suite à la rentrée.

À gauche du PS, ça s'agit beaucoup. Certains parlent de primaires, Mélenchon se lance seul sans ses anciens alliés du Front de gauche, Lutte ouvrière développe l'actualité du communisme... Le NPA y va aussi. Que vise le NPA à travers cette campagne, sept ans après sa création ?

Oui, d'une certaine manière, on prend les mêmes et on recommence. Oui il y aura plusieurs candidatures à ce qu'on appelle la gauche de la gauche. Oui il y a une sorte de concurrence. Mais ce que nous pouvons regretter comme étant une « division » de notre camp, car nous avons des points communs et nous nous retrouvons régulièrement dans de nombreuses luttes, est aussi le reflet des désaccords réels, des désaccords d'orientations ou dans les solutions politiques préconisées par chacun.

Pour ce qui nous concerne, le NPA défend l'idée que la solution n'est pas dans les urnes, pas dans le cadre des institutions. La question de l'unité, nous la posons avant tout au niveau des luttes sociales. Nous affirmons avoir besoin de construire un outil politique, un cadre qui regroupe les militantEs de divers horizons, convaincus que nous devons prendre nos affaires en main, faire de la politique nous-mêmes, compter sur nos propres forces, c'est-à-dire construire un « parti », une organisation, qui soit la nôtre, celle des exploités, des opprimés. Un parti à la fois radical, défendant la rupture avec le capitalisme et en même temps unitaire, ouvert, cherchant à regrouper, à rassembler, à faire converger les batailles. Et puis nous sommes convaincus que les luttes sociales pour les services publics, pour l'emploi, pour le

partage des richesses, sont importantes, comme le sont aussi les luttes écologiques contre les projets néfastes des capitalistes, pour la démocratie directe, tout comme les luttes antiracistes et internationalistes.

Enfin, parlons signatures. Le PS a fait passer une loi qui complique les choses. En même temps, les camarades qui vont voir les maires sentent chez certains une nouvelle écoute de leur part, plus politique. Comment le NPA va-t-il prendre en compte cet aspect qui peut aider à franchir l'obstacle des 500 signatures ?

C'est certain, le PS a durci la loi électorale, et cela est fait pour nous compliquer la vie. Mais une fois qu'on a dit ça, pour le reste, cela dépend de nous – et c'est largement possible –, de notre capacité à faire ce travail qui est énorme. Cela exige une disponibilité, une énergie de la part des camarades pour faire les milliers de kilomètres qui sont nécessaires pour rencontrer les maires des petites communes. Il nous faut trouver les arguments pour convaincre de notre légitimité à être présents à la présidentielle, que nous représentons bien un courant d'idées utile au débat public, une façon originale de faire de la politique, non professionnelle... Il nous faut convaincre qu'il est urgent que s'exprime une perspective anticapitaliste, une voix qui défende la remise en cause de la société, l'espoir que l'on peut changer les choses. Et bien sûr, comme dans l'ensemble de la population, il y a des élus, des maires qui partagent au moins en partie nos idées, qui sont sensibles à ce que nous disons et représentons. A nous de les trouver!

Propos recueillis par Henri Wilno

L'image de la semaine



UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA: Y SEREZ-VOUS AUSSI?

Le journaliste et réalisateur François Ruffin, les militants révolutionnaires de Grande-Bretagne Fred Leplat et Joseph Choonara, l'essayiste Edwy Plenel, le militant syndical et politique vénézuélien Stalin Perez Borges, la spécialiste du syndicalisme Sophie Bérout, l'anticapitaliste étatsunienne Joanna Misnik, le youtubeur Usul, la réalisatrice Françoise Davisse, l'économiste Christophe Darmangeat, tous les militantEs et amiEs du NPA qui participent cette année à notre programme – Ludvine Bantigny, Julien Salingue, Michael Löwy, Philippe Blanchet, Manuel Cervera-Marzal, Ugo Palheta (entre autres) –, ainsi que bien évidemment les membres des commissions nationales du NPA, de sa direction, ses porte-paroles et son candidat à la présidentielle... Et vous, où serez-vous entre le 23 et le 26 août ?

La commission Université d'été

Programme intégral et inscriptions en ligne: <https://npa2009.org/ue2016>

8^e université d'été du NPA
du MARDI 23 AOÛT au VENDREDI 26 AOÛT
Dans le village vacances de Rives des Corbières à Port-Leucate, près de Perpignan
Accueil à partir du lundi 22 après-midi, départ le samedi 27 après le petit déjeuner
Pour plus de précisions, rendez-vous sur le site du NPA npa2009.org ou écrivez-nous universite.ete@npa2009.org

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 76 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org